Vendredi

24 mars 1995 n° 242 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

La droite dans la "nasse"

Après avoir tenté de supprimer le SMIC, après avoir retiré précipitamment, devant la colère des jeunes, son projet de CIP, Edouard Balladur avait juré mordicus qu'on ne l'y reprendrait plus : il laisserait là ses folles envies d'attenter à l'un des acquis les plus fondamentaux des salariés français. L'opinion sachant qu'en un seul coup de bourse, le Premier ministre, avec GSI-Alcatel, avait gagné l'équivalent de 47 années du revenu d'un Smicard, aurait, il est vrai, mal supporté une telle impudence.

Cette attitude n'était que de circonstance. La récidive était proche. Il y a quelques jours, un certain Philippe Nasse, directeur de la prévision au Ministère des finances, proche collaborateur de MM. Alphandéry et Sarkozy, s'est donc permis de regretter publiquement que, "pour créer des emplois", la flexibilité du marché du travail, "rigidifiée par le SMIC", ne soit pas en France ce qu'elle est aux Etats-Unis, quitte à provoquer une "aggravation de la pauvreté et de l'exclusion".

A Monsieur Nasse, qui fut déjà "l'inspirateur peu inspiré" du CIP, il convient de rappeler qu'à son poste il serait bon qu'il privilégie les prévisions, plutôt que les prédictions ou les prophéties. Mais reconnaissons-lui le mérite de la franchise. En affirmant que, sous prétexte de combattre le chômage, il faut organiser la régression sociale, en voulant créer les conditions d'une baisse des salaires par la suppression du SMIC, démanteler la législation du travail, substituer aux mécanismes actuels de protection sociale d'autres mécanismes, basés sur la responsabilité personnelle, c'est-à-dire sur l'assurance privée, il dit tout haut ce que la droite pense tout bas.

Ainsi sont justifiées les craintes qu'éprouvent les socialistes quant aux menaces qui pèsent sur l'avenir du bien-être social des Français et qui sont insuffisamment perçues dans les rangs de la gauche. C'est pourquoi il est temps d'ouvrir grand les yeux , car si par malheur la droite l'emportait, il serait trop tard.

Quant à M. Balladur, est-il si absorbé par sa campagne contre M. Chirac qu'il ne tient plus son Gouvernement et laisse ses hauts fonctionnaires s'exprimer à tort et à travers ou bien, et cela serait peut-être davantage dans son caractère, fait-il dire par d'autres ce qu'il n'ose dire lui-même ? Plus de vingt millions de salariés attendent la réponse.

Henri Emmanuelli



NOCES DE DIAMANT

Fondation Jean Jaurès

MUTUALITÉ POUR TOUS

A l'appel de Henri Emmanuelli, pas un secrétaire de section de France et de Navarre ne manquait à Lionel Jospin. "Ralliez-vous à la rose au poing" Reportage p. 4

1 000 MILLIARDS DE $

Argent-roi, golden boys et spéculation à tout-va. "Vendredi" ouvre le débat. Le dossier de Serge Briand et Frédéric Depetris p. 8 et 9

LA MARCHE TURQUE

Entrera, entrera pas. Ankara flirte avec l'Europe, mais le sort des Kurdes, la percée commerciale dans l'ex-URSS et des salaires de misère ne plaident pas pour la sublime porte. Lire l'opinion de Pervenche Bérès p. 11

"SI CLAUDE ROY SAVAIT ÇA..."

Amour, lectures et communisme, un homme au cœur triste et à l'esprit gai. Entretien p.10

ISSN 0995-0583

Le billet de Vendredi

La journée de samedi dernier à la Mutualité, avec le Conseil national le matin et la réunion des secrétaires de section l'après-midi, a marqué l'heure de la mobilisation de tous les socialistes derrière leur candidat Lionel Jospin.
Après la phase de désignation de notre candidat, cette phase de démocratie interne qui a honoré notre Parti, après la phase d'élaboration et de publication des propositions que chacun de nous doit bien lire afin de mieux déjouer les caricatures et les déformations, vient donc la troisième et dernière phase de cette campagne : celle de la mobilisation.

Tout le monde sur le pont ! Aucun état d'âme ne doit freiner cette mobilisation. Aucun effort ne doit être ménagé. Il nous reste 40 jours, 40 jours sans répit. Ici, à "Vendredi", et avec la direction du parti, c'est comme cela que nous voyons les choses.

Ve.

Vendredi - 10, rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - CRÉDIT PHOTO : P. Lebrun - couverture et p. 6, AFP. Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.

C'EST ÇA LA DRO

Le débat droite-gauche, l'éternel et fondamental débat droite-gauche, celui qu'on a voulu masquer pour mettre en scène la seule primaire au sein du RPR, apparaît peu à peu : aussitôt, la campagne pour la présidentielle commence à prendre tout son sens. Chirac ou Balladur face à Lionel Jospin.



Un candidat du RPR face au candidat désigné par les socialistes.
Un candidat d'un parti de droite qui se déchire chaque jour un peu plus devant l'opinion face au candidat d'un parti rassemblé et mobilisé.
Et, du coup, on peut commencer à parler du fond, des problèmes essentiels de la société française : chômage et exclusion, système de protection sociale, insertion professionnelle des jeunes, modèle républicain et laïque d'intégration, salaires... Il était temps ! Et c'est aux socialistes de prendre en charge ce débat, à bras-le-corps et sans complexe, en assumant leur bilan, en ouvrant des perspectives.
Car les choses sont plus claires que beaucoup ne voudraient le dire, car la droite existe bien, les Françaises et les Français la rencontrent tous les jours.

Veut-on des exemples ?

Il y a deux mois, on envoyait la voiture personnelle du Premier ministre pour aller chercher l'Abbé Pierre et le conduire à Matignon pour une audience à grand spectacle. Aujourd'hui, on envoie les fourgons de policiers à Toulouse pour expulser des sans-abris. Il est plus facile pour cette majorité et pour ce gouvernement d'envoyer des CRS contre l'association "Droit au Logement" que de voter un budget satisfaisant pour le logement social. Ils demandent un toit... on leur donne des coups : c'est ça la droite.
Pendant ce temps, on apprend qu'un rapport secret du ministère des Finances, commandé par Edmond Alphandéry et attribué à un certain Philippe Nasse, directeur de la Prévision, prévoit la suppression du SMIC et de bien d'autres soi-disant "archaïsmes", fruits de décennies de luttes sociales, au nom de la sempiternelle "flexibilité" et quitte à accroître la précarité pour lutter contre le chômage... C'est aussi cela la droite. Qu'on ne compte pas sur les socialistes pour avoir la moindre indulgence à l'égard de ce genre de proposition de régression sociale.
Troisième et dernier exemple : le déficit de trésorerie du régime général de la Sécurité sociale en 1994 vient d'être arrêté à 56,5 milliards de francs... Encore un succès pour cette majorité et ce gouvernement qui annonçaient à grand renfort de tambours, il y a un an à peine, que, enfin, et grâce à eux, l'équilibre des comptes sociaux était durablement assuré.

Il est plus facile pour cette majorité et pour ce gouvernement d'envoyer des CRS contre les sans-abris que de voter un budget satisfaisant pour le logement social.

En trois ans le déficit cumulé des comptes sociaux atteint 160 milliards de francs : du jamais vu ! Ce qui laisse de quoi inquiéter tous ceux qui craignent, à juste titre, que la droite finisse par mettre en œuvre ce qu'elle pense depuis longtemps et commence à dire à haute voix : la Sécurité sociale à deux vitesses. Avec un argument tout trouvé : ça ne peut pas continuer comme ça. Quand on

La créature de la rue de Lille

Les Français se sont souvent étonnés des virevoltes successives de Jacques Chirac, des zigzags imprévisibles de ce gracieux papillon de la politique française. Nous devons toute la vérité aux lecteurs de "Vendredi". Jacques Chirac n'existe pas. Jacques Chirac est une créature. Jacques Chirac n'est qu'un hybride fabriqué à partir des pires variétés du conservatisme et des espèces les plus vivaces de la droite.
C'est ainsi qu'il avait été initialement prévu de le doter du sourire de Line Renaud, de la rhétorique de Séguin, des yeux bleus de Bernard Pons, du cerveau de Juppé, des jambes de Guy Drut, sans oublier l'humanisme de Malraux, le clonage des oreilles de Pompidou et l'ajout d'un bouton de culotte du Général, pieusement conservé au reliquaire de Colombey, le tout assaisonné d'une once de tête de veau et d'un zeste de "pieds-paquets".
Malheureusement l'opération s'est mal déroulée. Transférés vers une clinique clandestine des Carpates corréziennes sous la responsabilité de deux chirurgiens de SAC et de corde, MM. Juillet et Foccard, assistés au bistouri idéologique de Mme Garaud, les caissons isothermes et leur précieux chargement se sont égarés.
C'est, finalement, en 1981 qu'un rebouteux marseillais, un certain Charles Pasqua, tenta l'assemblage avant de s'établir à Chamonix. La chose se fit sans talent et les coutures à gros points. Même génétique, le génie et la droite ne font pas bon ménage. Le résultat est là. Jacques Chirac bat la campagne avec le cerveau de Line Renaud, les jambes de Séguin, le discours de Guy Drut, l'agitation de Malraux, le sourire de Juppé et l'humanisme de Bernard Pons. Ne restait que le bouton de culotte du gaullisme. Il vient de le perdre à Chamalières.

Marc-Antoine Muret

Collection Jean Jaurès

ITE !



veut tuer son chien, il faut bien qu'il ait la rage !
Serait-ce une caricature ? Point du tout : Jacques Chirac ne dit rien d'autres dans son raisonnement sur la nécessaire hausse des salaires... directs ! Oubliant volontairement les salaires indirects, allocations et cotisations. Ce n'est pas un hasard, c'est un projet. C'est ça la droite !

La droite joue la France à pile ou face

Parfois elle s'affiche, parfois elle se camoufle. Mais, quand elle se camoufle, c'est au débat démocratique et public de jouer le rôle de démystificateur, de montrer que le sort de la France ne peut pas dépendre d'une sorte de grande loterie truquée où l'on perd à tous les coups : pile, c'est la droite, face, ne vous y trompez pas, ce sera quand même la droite. Vous savez, ce jeu savant des enfants : "pile, je gagne, face, tu perds".
Oui, peut-on sérieusement, avec Jacques Chirac, jouer l'avenir de notre pays à pile ou face ? Qu'on en juge :
Pile : il réduit le logement social à Paris et oblige les catégories sociales les plus défavorisées à s'exiler en banlieue.
Face : il découvre soudainement les mérites des réquisitions.
Pile : il invente le prêt-jeunes garanti par l'Etat.
Face : il vote le CIP.
Pile : il veut augmenter les salaires.
Face : Il précise que c'est uniquement le salaire direct et menace le salaire indirect.
Falsificatrice ou pas, la droite, c'est la droite.

Jean Glavany

Le prix de l'argent



On leur avait demandé d'ouvrir les coffres, ils n'ont cassé que leurs tirelires. Et encore, les petits cochons en porcelaine ne s'en tirent qu'avec quelques lézardes. Prudence électorale oblige, nous n'en verrons jamais le gras.
Conseiller fantôme de la GSI (Générale de services informatiques), actionnaire heureux d'un palais Brongniard sous écoute, triple propriétaire et belle famille juteuse, malheureuse victime de l'impôt sur la fortune, le Premier ministre ne fait pas dans le détail de son patrimoine et renvoie les journalistes à leurs tables de multiplication. Edouard est-il aussi riche qu'on le murmure ? Plus personne n'en doute mais, dit-on chez ses courtisans, c'est un homme capable de bonnes actions... Cela, on le savait déjà.
Châtelain d'un château hanté et soldé aux frais de l'Etat, appartement échangé contre des points Coca-Cola, le maire de Paris fait dans le yéyé et nous présente un patrimoine style années 60, du genre y'a moins bien mais c'est plus cher. 200.000 F le château ? Vous m'en mettrez 12. A ce prix-là, Lionel Jospin aurait dû déclarer que sa R19 décapotable était une Majorette.
Il ne s'agit pas de faire ici une mise en accusation de ces nébuleuses fortunes mais, encore une fois, de condamner la mauvaise foi, les jeux de miroirs, les farces et attrapes dans lesquelles, jour après jour, on nous demande de tomber. Quand le mensonge devient le droit des forts, le vote peut-il encore être un geste de confiance ?
Jacques et Edouard, les deux candidats préférés des catholiques, prennent vraiment les électeurs pour des enfants de chœur. Le ciel ne leur pardonnera certainement pas d'avoir sacrifié ces quelques bonnes paroles de Saint-Basile sur l'autel de l'Elysée :
A l'affamé appartient le pain que tu gardes.
A l'homme nu, le manteau que recèlent tes coffres.
Au va-nu-pieds la chaussure qui pourrit chez toi.
Au miséreux, l'argent que tu tiens enfoui.
Amen.

COFD

"Je n'ai pas confiance dans les gens qui changent d'opinion"
Jacques Chirac 13 septembre 1984 "L'enjeu"

IDÉOLOGIE

1980 : "Pour moi le libéralisme économique ne peut pas tenir lieu de philosophie du pouvoir"
Dernières nouvelles d'Alsace 4 avril

1984 : "Face à l'échec du socialisme, le libéralisme ne s'impose pas comme un choix mais comme une nécessité"
30 janvier

"Opposer gaullisme et libéralisme est une erreur intellectuelle"
Forum de l'Expansion - 27 novembre

1995 : "De Gaulle n'était ni de droite ni de gauche, ni libéral ni dirigiste"
La France pour tous - janvier

"Les idéologies m'inspirent depuis toujours une défiance proche de l'aversion"
La France pour tous - janvier

L'ETAT ET L'ÉCONOMIE

1979 : "l'Etat peut-il rester spectateur et parier sur la spontanéité des forces industrielles. Nulle part au monde cette conception archéolibérale n'a plus cours"
Rouen : 10 avril

1984 : "Pour tout ce qui est secteur de la production, l'Etat doit être absent ou le plus possible absent"
Europe 1 - 4 novembre

1995 : "J'ai très vite mesuré les limites du capitalisme sauvage, dont la nécessité d'un Etat fort qui oriente la vie économique"
La France pour tous - janvier

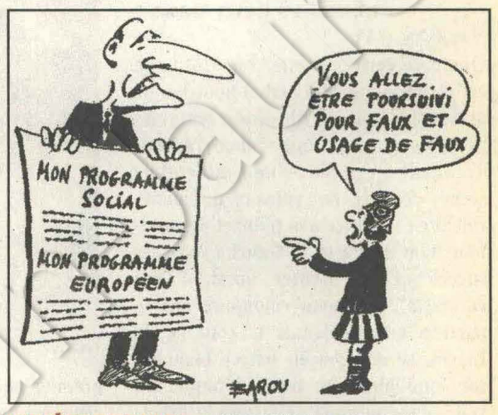
L'EXTRÊME-DROITE

1991 : "Il (Chirac NDLR) a, après Orléans, cité à nouveau l'exemple de cette famille immigrée de la Goutte d'Or. Le père a quatre femmes et vingt enfants qui, sans travailler, obtiendrait plus de 50 000 francs mensuels d'allocations familiales.
A Orléans, en prime si on peut dire, Jacques Chirac avait évoqué le bruit et l'odeur"
Le Monde - 22 juin

1995 : "Les idéologues de l'extrême droite spéculent sur le malaise de notre société pour attiser les ressentiments générateurs d'intolérance"
La France pour tous - janvier

LA DROITE au crible

MORT SUBITE : le cabinet du président de l'Assemblée nationale, où demeure Roger Karroutchi, une des éminences grises de Charles Pasqua, éprouve une considération moyenne pour les pommiers. "Chirac est tellement mauvais que, sans nous, il serait déjà mort trois fois : le jour de la candidature de Balladur, en ratant le rassemblement du RPR sur la pelouse de Reuilly, et lorsque l'abbé Pierre lui a enfoncé un couteau dans le dos". Le soutien au châtelain de Corrèze n'était donc pas fondé sur la conviction politique et l'estime personnelle ?



VIE ÉTERNELLE : Patrick Stéfanini qui organise discrètement, comme en 1981 et en 1988, la campagne de Chirac, faisant la pige aux deux petits Nicolas dont toute l'expérience militante repose sur la lecture du "Que sais-je ?" sur le RPR, affirme : "Lionel Jospin au deuxième tour, c'est le seul moyen de rallier massivement et sans douleur les centristes. On les bombardera Présidents des comités de soutien et ils la fermeront". Apportons notre modeste pierre à cette réconciliation en la rendant plus durable : Jospin à l'Elysée et la droite dans l'éternité de l'opposition. Le PS aura travaillé à la paix des ménages conservateurs.

RÉSURRECTION : dans l'empoignade qui accompagne la énième résurrection de Chirac, Alain Juppé pense marquer des points sur son rival Séguin. La faribole du Front républicain s'envolant devant la réalité du clivage gauche/droite et la présence de Lionel Jospin au second tour, le président par intérim du RPR se sent pousser les ailes qui le conduiraient à Matignon. Un peu prématuré !

IMMORTALITÉ : bousculade autour de Séguin, sur le plateau de l'Heure de Vérité, dimanche dernier. Jean-Pierre Elkhabach, "Osons, osons" lui-même, souscrivait une assurance-vie en assistant au début de l'émission. Du coup, c'est tout le staff de l'audiovisuel public qui venait faire de la figuration aux côtés de l'ogre d'Epinal.
Tant de balladurisme à se faire pardonner et si peu de temps pour faire pénitence, cela oblige à quelques sacrifices.

JOUVENCE : les réparateurs de télévision ont décoché la fortune la semaine dernière et les standardistes des chaînes audiovisuelles un gros coup de fatigue. 58 millions de Français pensaient, en voyant Chirac chez Giscard, qu'on leur repassait le journal télévisé de 1974. Renseignements pris, ce n'était que la rencontre touchante de deux septuagénaires fourbus.

DENIER DU CULTE : On ne sait si la droite ramènera en France "les bonnes mœurs et l'abondance" comme le chantaient à Louis XVI les lingères de Paris, mais on peut se demander si les conservateurs, qui ont étouffé les effets de la reprise mondiale, ne sont pas en train de relancer l'activité en jetant par les fenêtres l'argent de la campagne présidentielle. Balladur (avec ou sans le GLAM ?) et Chirac (avec ou sans les fausses factures de l'OPHLM de Paris ?) annoncent chacun 150 millions de dépenses électorales. Plus de trois fois le budget de Lionel Jospin, le candidat citoyen.

ILS SONT VENUS, ILS SONT

Samedi 18 mars, les secrétaires de section se sont rassemblés à Paris pour entendre Lionel Jospin, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle, et Henri Emmanuelli, premier secrétaire. Mobilisation quand tu nous tiens !



Quatorze heures trente. La Mutualité est pleine comme un œuf et bourdonne, assourdissante, de plusieurs centaines de conversations qui s'enchevêtrent. Tranquillement. Sur le mur du fond de scène, derrière ces rideaux qui pourraient en raconter à la plupart des militants tant ils ont vu la Gauche vivre ses succès et ses doutes aussi, *"Tous ensemble"*, le slogan volontaire que le parti a adopté depuis le congrès de Liévin, se détache en lettres blanches sur fond bleu. Du plafond tombe un voile blanc marqué de la rose et de ses arabesques surmontées d'une simple inscription : *"1995, Lionel Jospin Président"*. C'est un message. C'est un programme. C'est un espoir. Dans la salle, plus de 1 500 secrétaires de section, sur les 6 000 que compte le PS, sont venus dire leur confiance en leur candidat et leur envie d'en découdre avec la droite. Les caméras, les stylos et les micros sillonnent les travées à la recherche de témoignages. Partout, une seule réponse : de l'optimisme, des sourires calmes, la joie sans égale de se rassembler. Les accents se croisent.

SYLVIE GUILLAUME
Première secrétaire de la fédération du Rhône



Ce n'était pas évident il y a deux mois, mais la procédure de désignation interne a soulevé l'enthousiasme et montré que le parti pouvait se mobiliser.

L'Ariège, la Haute-Garonne et les Bouches-du-Rhône chantent. Le Nord et le Pas-de-Calais évoquent une épopée en *"ouagons"* qui les a fait se lever à l'aube. Si les alsaciens, les bretons et les lorrains n'ont pas été logés à meilleure enseigne, les parisiens, nombreux autour de Jean-Marie Le Guen, Yvette Davant, Pervenche Bérès et Claude Fleutiaux, n'ont eu pour venir qu'à quitter leur table familiale. Ceux d'Athis-Mons, du Pré-Saint-Gervais, de Clichy, de Sainte-Geneviève-des-Bois, de Créteil, de Saint-Denis et de Massy sont accourus d'un peu plus loin, mais de guère plus. C'est probablement pourquoi, sans attendre, ils donnent de la voix. Les six grands meetings que Lionel fera en province d'ici le premier tour, la vingtaine de déplacements du premier secrétaire et les centaines de réunions que tiendront les responsables du parti, remettront un peu de justice dans tout cela.

Standing ovation

Jean-Pierre Bel, le secrétaire national aux fédérations, et Marie-Noëlle Lienemann montent à la tribune. Le brouhaha s'éteint et des flots ensoleillés de notes méditerranéennes, cet hymne du PS, symbole des jours heureux que les militants souvent regrettaient de ne plus entendre, envahissent la salle. Non pas coude-à-coude, mais bien épaule contre épaule, unis, fraternels, repoussant les photographes qui se pressent. Les projecteurs vont chercher Lionel et Henri qui font leur entrée sous une extraordinaire "standing ovation". Au premier rang, Daniel Vaillant, George Pau-Langevin et Claude Estier, Michel Debout, Jean Glavany et Didier Guillaume, Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray, Jean-Louis Cottigny, Daniel Percheron et Bernard Roman, Alain Claeys, notre trésorier qui sort lentement du rouge les comptes du parti, Claude Bartolone et Henri Weber se sont levés. Les fédérations, l'équipe de campagne et la direction nationale du parti, les secrétaires de section, les militants sont rassemblés. Pour ouvrir ce meeting qui modestement ne dit pas son nom, il revient à Jean-Pierre Bel de faire le point sur le Conseil national qui s'est tenu le matin même.

Une chose est certaine : campagne présidentielle aidant, les travaux sont allés bon train. Michel Delebarre, seul candidat en lice, a été, sur proposition du premier secrétaire, porté quasi-unanimement à la tête du Conseil national. Marquant une rupture nette avec l'habitude trop souvent prise, en les repoussant aux "calendes socialistes", de transformer en de simples incantations de congrès, nos principales décisions, le nouveau Quart sociétal du Conseil national s'est mis en place ouvrant la direction du parti aux syndicalistes, au mouvement associatif, à tous ceux qui représentent la réalité économique, les forces sociales, la dynamique culturelle de notre pays et qui apporteront des voix nouvelles dans nos débats. Enfin, Bernard Poignant, venu de Quimper, et Rodolphe Pesce, "monté" de Valence, ont présenté, devant les 300 membres du Conseil national, le manifeste municipal qui guidera les candidats lors des prochaines élections. C'est à Daniel Vaillant en tant que directeur de campagne qu'il reviendra de clôturer le Conseil en évoquant, à travers le calendrier des interventions de Lionel Jospin, le candidat citoyen, à travers la description du tour de France qu'il fera, à travers l'annonce de la publication de ses propositions dans un petit livre, de la réalisation d'affiches vert tendre et bleues déjà disponibles, d'un journal, de casquettes et de cassettes, de T-shirts et de tracts, la montée en puissance de la campagne.

Lionel et Henri

Mais déjà, Henri Emmanuelli monte à la tribune. Il réajuste ces lunettes qui adoucissent son visage et le font probablement correspondre davantage à sa personnalité. A l'usage, les socialistes commencent à le savoir et le faire savoir : incontestablement leur premier secrétaire est bien différent de l'image qu'une actualité injuste et deux ou trois clichés faciles ont façonnée dans l'opinion. Sans perdre une minute, le voilà qui commence un discours que la salle n'interrompra que par des salves d'applaudissements. Le rôle du parti ? *Il n'y pas de candidature crédible sans grande organisation partisane. Il n'est pas de grand parti qui ne présente pas de candidat à chacun des grands rendez-vous électoraux. Solferino est au service du Cherche-Midi et le Cherche-Midi s'appuie sur Solferino. Rien que de très normal. Et c'est bien pour préparer cette mobilisation générale que nous avons convoqué cette assemblée afin que vous, responsables des sections, vous qui assurez au quotidien la présence de notre parti sur le terrain, puissiez donner un nouvel élan à cette campagne, tel que Lionel l'a souhaitée.* La victoire de notre candidat ? *Les Français se rendent compte que le mauvais mélo que nous joue la droite tournera au film d'horreur si l'un des deux amis de trente ans s'emparait du pouvoir. Mais cela ne se passera pas. Jospin à l'Elysée. C'est possible et j'y crois.* Le républicanisme de M. Balladur ? *Selon le Premier ministre, ce n'est plus vraiment une élection, c'est le sacre du dernier des*

JEAN-CLAUDE PEREZ
Premier secrétaire de la fédération de l'Aude



Aujourd'hui, c'est le bilan de Balladur qui est contesté. Notre pari : que l'Aude, qui avait apporté le plus de voix à François Mitterrand en 1981, soit le département qui en apporte le plus à Lionel Jospin en 1995.

LESLIE CLERET
Secrétaire de la section de Louviers (Eure)

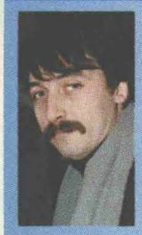


Nous avons une chance avec Lionel Jospin. Il a une bonne image : c'est quelqu'un dont on ne remet pas en cause les convictions. Je lui fais confiance pour nous éviter le retour de la droite.

TOUS LÀ !

Bourbons dans la cathédrale de Matignon, l'avènement de Pompidou le deuxième. L'effet pommier ? Certains vont jusqu'à le dire, confondant la Corrèze et Carmaux, Jacques Chirac serait même devenu une sorte de Jean Jaurès imberbe, le bon docteur Pons étant probablementt son Léon Blum. J'avoue que la capacité de cet homme à faire preuve de tant d'opportunisme en période électorale, ne cesse pas de me surprendre.

PHILIPPE BELLANGER
Secrétaire de la section de Clermont-de-l'Oise



Je sens qu'un dialogue est reparti avec les gens ; il faut trouver les mots pour donner de l'espoir à ceux qui en ont besoin.

La république sociale ? *Face à de nouveaux périls, à de nouvelles formes de discrimination sociale, il faut définir de nouveaux droits, dresser de nouvelles barrières de protection afin de ne pas prendre le risque de voir les régulations ne plus se faire qu'au travers de conflits déchirant le pays. C'est une aventure que nous voulons vivre ensemble.*

A l'invitation de Henri Emmanuelli, c'est à Lionel Jospin, maintenant, de grimper rapidement la volée de marches qui le conduit vers la scène. Rassemblant quelques notes dont il ne se servira pas, posant fermement ses mains de part et d'autre de la tribune pour regarder la foule qui, dans la pénombre, attend, il prend la parole. Quarante minutes d'un discours ardent pour les salariés, pour la relance, pour la réduction du temps de travail, pour le maintien de la protection sociale, pour toutes ces idées qu'il partage, dira-t-il, avec le premier secrétaire. Quarante minutes d'un discours de gauche qui s'adressera donc aussi aux exclus, aux chômeurs, à tous ceux qui sont laissés au bord du chemin par le libéralisme économique absolu.

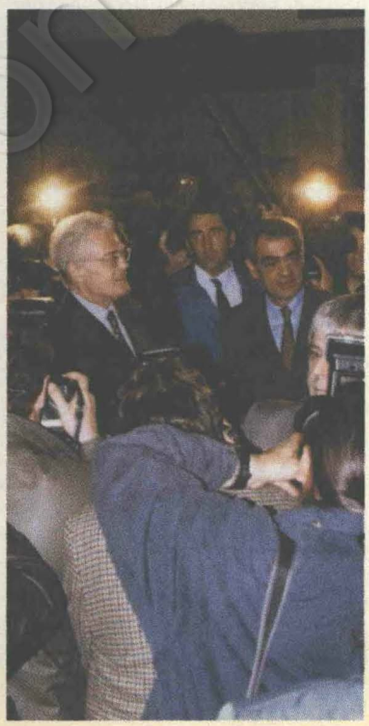
Quarante minutes d'un discours socialiste où le candidat du PS parlera des préoccupations des jeunes et de la place des femmes, du maintien des retraites et de la lutte contre la spéculation internationale, de l'ignominie des commandos anti-IVG, de l'absence de fatalité du Sida et de la drogue. Mais, in fine, c'est à la mobilisation du parti qu'il en appelle.

Le soutien très clair que François Mitterrand vient d'apporter à ma candidature est venu utilement clarifier la situation de certains qui se sont ralliés à Chirac. Venant de la droite, ils retournent à la droite.

Le divorce gauche/droite n'existe pas en tout : dans une communauté nationale, dans une démocratie, il peut y avoir des plages de consensus sur les grandes orientations, naturellement nous le savons. Que ce clivage entre la gauche et la droite ait parfois été effacé par notre propre politique au pouvoir trop marquée par le libéralisme -et ceci les Français ne l'ont pas tout à fait oublié- nous le savons aussi. Mais il subsiste fondamentalement dans le pays, parce qu'il appartient à notre histoire depuis la Révolution française, parce que toutes les démocraties occidentales et notamment européennes se sont structurés autour du parti du mouvement représenté par la gauche, et du parti du conservatisme et de l'immobilisme représenté par la droite, parce que des millions d'hommes et de femmes le sentent ainsi et le vivement ainsi.

Les premières mesures de l'hymne à la joie retentissent. Les socialistes ne mettent pas leur drapeau européen dans la poche, mais ce n'est pas uniquement cela qu'ils veulent signifier. Il y a un autre but dans ce choix. "Aux peuples des cités lointaines", que les secrétaires de section aillent répéter les messages qu'ils ont entendus, qu'ils témoignent qu'ils ont vu leur parti et leur candidat rassemblés et solidaires pour affronter la droite et, au delà, qu'ils tirent les leçons pour la victoire, de cette efficacité, de cette indispensable complémentarité. Après le congrès de la Mutualité, après la conférence "entreprises", jour après jour est démontré qu'il n'est pas de candidature crédible sans un grand parti qui l'appuie, qu'il n'est pas de grand parti sans un candidat qui soit son champion incontestable à chacun des grands rendez-vous électoraux, que d'une certaine façon il n'est pas de meilleur soutien que Henri pour Lionel. C'est clair...

M.A.J.



POINT DE VUE

TRIBUNE DE LA PRÉSIDENTIELLE

Hervé Baro, secrétaire général du syndicat des Enseignants-FEN, commente les propositions de Lionel Jospin en matière d'éducation nationale et de formation professionnelle. Il fait part des attentes de son organisation.

LA NÉCESSITÉ D'UN DÉBAT DE FOND

Cette élection à la présidence de la République n'a pas encore été l'occasion d'un débat de fond sur l'avenir de notre système éducatif, comme cela avait été le cas en 1988.

Pourtant, l'éducation tout comme l'emploi et la solidarité sont au cœur de tout projet de société. Or nous ne pouvons que regretter l'absence, mis à part quelques slogans ou quelques prises de position plus sérieuses, de ce thème majeur dans cette campagne dans les propositions de la plupart des candidats. C'est d'autant plus regrettable que le futur président de la République aura à conduire notre société dans le XXIe siècle.

Nous saluons, bien sûr, la proposition de Lionel Jospin de "redonner la priorité à l'école" sur le plan budgétaire et politique. Mais il ne doit pas se contenter de proposer presque exclusivement la poursuite de ce qu'il avait entrepris lors de son passage au ministère de l'Education nationale. C'est d'une tout autre ambition dont a besoin notre école. Une ambition à la hauteur de l'enjeu de formation, d'intégration et de cohésion sociale. A la hauteur des difficultés actuelles que rencontrent l'école publique et la laïcité.

A problèmes hors normes moyens hors normes

C'est donc sur ces deux piliers, l'école et la laïcité, que doit reposer la lutte contre l'exclusion et les inégalités de toutes sortes. Ils sont en effet les seuls à pouvoir contribuer efficacement à l'insertion professionnelle, sociale et citoyenne de chaque jeune. L'ignorer, c'est accepter toutes les tentatives de déréglementation et de développement de la concurrence qu'ont connues récemment l'école publique, les universités, la formation professionnelle et même les collèges.

A côté de cela, on constate que les problèmes de fond subsistent. Je ne prendrai pour exemple que la situation de nos banlieues où les établissements et leurs enseignants tentent tant bien que mal de recoller les morceaux d'une société qui se délite... parfois violemment. Qui aura le courage d'affirmer haut et fort qu'à des problèmes hors norme, il faut des moyens hors norme et surtout pas des redéploiements budgétaires ? C'est donc une véritable politique de la ville et d'aménagement du territoire que nous appelons de nos vœux, où l'Education nationale aura toute sa place. Et s'il faut aller vers "l'inégalité positive" en matière d'attribution de moyens ou même des services d'enseignants, comme le propose Lionel Jospin, il faudra aussi définir des critères et des règles clairs. Nous sommes prêts à avancer dans cette voie, car nous pensons qu'elle est seule de nature à aider nos collègues dans les banlieues difficiles et zones sensibles.

Dans ce combat de tous les jours contre l'exclusion et pour le savoir, le rôle des enseignants doit être socialement et matériellement reconnu et valorisé. Le moins qu'on puisse attendre du ministre qui a entamé la revalorisation de notre profession, c'est qu'il mette un point d'honneur à terminer rapidement ce qu'il a commencé en 1989.

L'égale dignité des enseignants n'est pas une utopie. Leurs missions doivent être reconnues. Pour cela leur formation doit les y préparer. Pour toutes ces raisons, les IUFM créés par Lionel Jospin doivent être confortés afin d'offrir une formation au métier d'enseignant digne de ce nom. Des enseignants encore mieux formés et mieux considérés par la nation seront mieux à même de servir la jeunesse.

Créer 30 000 emplois c'est possible

La lutte pour l'emploi est le problème majeur de notre pays et occupe à juste titre une place importante dans le programme du candidat socialiste. Mais l'Etat ne peut se contenter de donner des ordres aux entreprises privées. Il doit montrer l'exemple. Il doit conduire une politique volontariste de recrutements et de créations d'emplois et mettre fin à la précarisation qui se développe dans la fonction publique.

Lionel Jospin propose une réduction du temps de travail des salariés. Dès lors, nous ne pouvons imaginer qu'on laisse subsister dans l'Education nationale près de 800 000 heures supplémentaires. Il y a là de quoi créer 30 000 emplois.

Cette simple mesure permettrait d'augmenter considérablement les recrutements et pourrait mettre un terme au scandale de l'auxiliariat. Cette question nous semble absente des propositions de Lionel Jospin. Nous le regrettons.

Quant à l'organisation du système éducatif lui-même, dans son projet Lionel Jospin propose de mettre en œuvre une politique de déconcentration des procédures de gestion. Nous y sommes favorables, car l'Education nationale doit prendre en compte les évolutions du système éducatif, les besoins des élèves et ceux des enseignants. Elle doit relever les défis à venir.

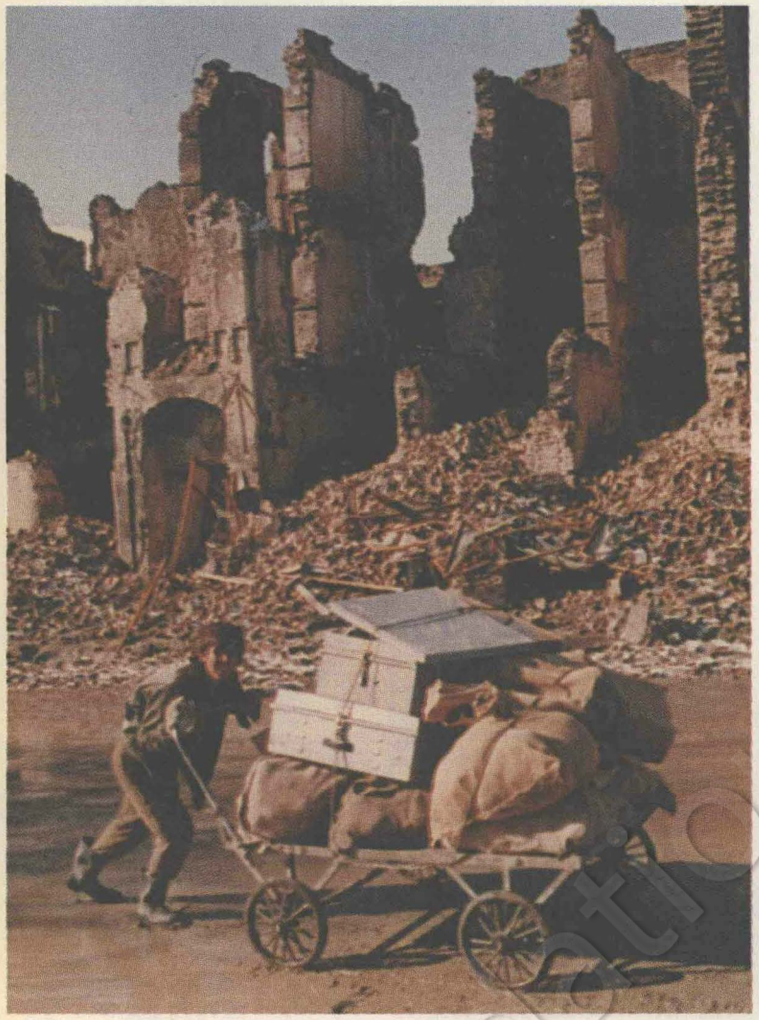
Tous les services publics, y compris celui d'éducation, constituent les outils privilégiés dans la construction d'une société solidaire, plus que jamais nécessaire de nos jours.

L'oublier, ce serait faire un trait sur nos valeurs républicaines et laïques.

Hervé Baro

Quelle école pour demain ?
Avec Henri Emmanuelli et Lionel Jospin
Les propositions des socialistes pour l'éducation et la formation professionnelle.
Débats le dimanche 26 mars à la Mutualité.
Matinée : 9h30 à 12h30 après-midi : 14h30 à 17h00.

UNE ÉVOLUTION CRUC



Après plusieurs échecs, Mahmoud Mestri, chef de la mission de paix de l'ONU pour l'Afghanistan, devait présenter à la fin de ce mois un nouveau plan de paix et trouver un successeur au Président Burhauddin Rabani, mais l'émergence d'une nouvelle force politique et militaire -les Taliban- vint modifier la situation.

Deux événements se sont produits ces derniers jours qui risquent de bouleverser le rapport de forces entre les différentes fractions qui disputent le pouvoir à Kaboul : le premier est la défaite des Taliban, nouvelle force apparue en Afghanistan en octobre 1994. Le deuxième est la disparition de Kaboul du Parti chiite Wahdat, l'un des principaux acteurs de la vie politique afghane, et l'assassinat de son chef Ali Mazari par les Taliban. Les troupes d'Ahmad Shah Massoud et de l'ex-Président Burhanuddin Rabani (dont le mandat s'est achevé en décembre 1994), contrôlent désormais l'ensemble de la capitale. Cependant le problème essentiel qui est l'instauration d'un pouvoir politique représentatif des poids respectifs, non seulement des partis, mais des différentes ethnies qui composent ce pays, reste inchangé.

Les Taliban (littéralement : étudiants en religion) sont formés dans les Madressas (écoles religieuses) pakistanaises sous l'influence du Jamiat al-Ulema, parti fondamentaliste de Fazlur-Rahman, allié de Benazir Bhutto. Nassrullah Babour, ministre de l'Intérieur du Pakistan aurait aussi joué un rôle déterminant dans leur mise en place. Ils incarnent les clans Pachtouns du sud et du sud-ouest de l'Afghanistan. Leur avancée vers Kaboul a surpris les observateurs. Mais leur naissance ne doit rien au hasard. Au début de la guerre contre l'invasion soviétique, les milieux cléricaux étaient majoritaires au sein de la résistance islamique, représentés par le "Mouvement" de Nabi Mohammadi, rallié depuis peu aux Taliban.

Très vite, Zia ul-Haq, le dictateur pakistanais, avec la bénédiction des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite, a mis tout son poids derrière les partis islamistes radicaux, notamment le Hezb-é-Islami de Hekmatyar et Jamiat-é-Islami de Rabani et Massoud. Face à ce choix pakistanais, les partis traditionalistes ont perdu de leur influence. Après la prise de Kaboul en avril 1992, les conflits internes entre différentes groupes de Modjahidin ont pris un caractère purement ethnique. Quatre grandes forces sont alors apparues sur la scène politique afghane : le Jamiat (Tadjik), le Hezb (pachtoun) le Wahdat (Hazara chiite) et le Jounbésh du général Rashid Dostom, pilier de l'ancien régime communiste (ouzbék).

L'afganistan un passage obligé

Hekmatyar ayant échoué dans ses tentatives pour la prise du pouvoir à Kaboul est apparu incapable de rassembler les Pachtouns, ethnie majoritaire.

L'islamisme radical de Hekmatyar ne pouvait pas prendre racine chez les paysans pachtouns. L'aristocratie pachtoun, au pouvoir depuis deux siècles et demi, lui restant hostile, a adhéré aux partis islamiques modérés. Or l'ethnie pachtoun est le pilier de la politique pakistanaise en Afghanistan.

Benazir Bhutto, après son retour au pouvoir en octobre 1993, a progressivement changé la politique afghane du Pakistan, jusqu'alors domaine réservé de l'armée. Cette dernière a toujours soutenu Hekmatyar dans l'espoir de voir installé à Kaboul un régime qui lui soit fidèle. Face à l'Inde, Islamabad a besoin de la profondeur stratégique que lui procure l'Afghanistan. Après l'effondrement de l'ex-URSS, l'Asie centrale est devenue un objectif prioritaire de la politique étrangère pakistanaise. L'Afghanistan étant un passage obligé, du point de vue des intérêts pakistanais, sa place stratégique se renforce.

Unifier le pays patchoun

L'objectif premier du Pakistan, selon toute probabilité, était d'unifier le pays pachtoun et de créer une force puissante pour qu'elle négocie ensuite avec le camp de Rabani la mise en place d'un gouvernement stable. L'ex-Président Rabani a d'ailleurs fait savoir le 24 février qu'il était disposé à partager le pouvoir avec les Taliban. Mais dès le début on pourait facilement prévoir que malgré les changements intervenus au cours de ces dernières années en Afghanistan, il serait peu probable que les Pachtouns veuillent renoncer à leur suprématie politique ancienne. Rien ne laisse supposer qu'après avoir combattu

"Nous allons d'abord écraser nos adversaires et ensuite nous discuterons avec eux de nos différences."

Hekmatyar, ils s'entendront facilement avec Massoud. Les Taliban ont, d'ailleurs, fondé leur réputation sur la nécessité de mettre fin aux actions des "partis criminels". Un mot d'ordre qui a réjoui la population. En effet, depuis deux ans la population civile est victime d'atrocités commises par différents groupes armés. Hekmatyar a continuellement bombardé Kaboul et mis en place un blocus dont les premières victimes étaient les civils. L'entrée des troupes "gouvernementales", le 13 mars, dans les quartiers chiites du sud-ouest de la capitale à été suivie, comme en février 1993 dans Afchâr, de viols et de pillages. L'attitude des Taliban dans la bataille de Kaboul montre qu'en matière de respect des droits de l'homme, ils n'offrent rien de mieux que les autres groupes armés.

LES SOCIALISTES **EN MARCHE**

LA VICTOIRE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES EN FINLANDE

Les sociaux-démocrates finlandais, après avoir passé quatre ans dans l'opposition, ont gagné les élections législatives du 19 mars. Après l'élection de Martti Ahtisaari à la présidence de la République en février 1994, il est à noter que dans le système finlandais le président de la République a de larges pouvoirs, notamment en matière de politique étrangère) c'est la deuxième victoire électorale du parti social-démocrate qui, en obtenant 28,3 % des voix, a amélioré de plus de 6 % son score de 1991. L'alliance des gauches (opposition) a également progressé à l'issue de ces élections. Le parti du centre, de Esko Aho, actuel Premier ministre, a perdu 11 sièges, tandis que le parti social-démocrate en a gagné 15 par rapport aux précédentes législatives. Le gouvernement centriste s'est révélé incapable de freiner la progression du chômage qui de 6 % en 1991 est passé à près de 20 % en janvier 1995. Paavo Lipponen, leader du parti social-démocrate, qui devrait former, au mois d'avril, un gouvernement de coalition, s'est fixé pour but de "réduire le déficit budgétaire, de lutter contre l'inflation et le chômage". Le parti des femmes a échoué à faire élire ses représentantes et la proportion des femmes députés a diminué par rapport à 1991, mais elles représentent encore 33,5 % des sièges au Parlement.

K.P.

IALE

Devant tant d'hostilités accumulées, une alliance entre trois importantes minorités ethniques -les Tajiks, les Hazaras et les Ouzbéks- semble être exclue à l'heure actuelle. Pourtant, cette alliance avait permis à Massoud de prendre le pouvoir au détriment de son rival Hekmatyar. Elle pourrait à nouveau recréer un équilibre avec les Pachtouns et servir la restructuration de l'Etat afghan. Mais les revendications politiques des Ouzbéks et des Hazaras étaient jugées trop "irréalistes" par Massoud. Celui-ci, sûr de sa force, a préféré s'imposer militairement. Les dernières victoires de Massoud annoncent-elles le début d'un pouvoir stable à Kaboul ? Ou au contraire, vont-elles d'une part renforcer son intransigeance face aux efforts de paix de l'ONU et, d'autre part, exacerber les conflits ethniques? L'ex-Président B. Rabani a apporté une première réponse, mercredi 15 mars à Islamabad, en déclarant : "Nous allons d'abord écraser nos adversaires et ensuite nous discuterons avec eux de nos différences."

Karim Pakzad

GÉRARD FUCHS : SECRÉTAIRE NATIONAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

PROCHE-ORIENT

La longue conquête de la paix

"Il n'y a plus aujourd'hui de conflit israélo-palestinien, il y a un conflit entre partisans et adversaires du processus de paix que nous avons engagé". Cette phrase de Shimon Peres, ministre des Affaires étrangères d'Israël, peut servir de résumé au voyage de la délégation de l'Internationale socialiste auquel j'ai participé du 9 au 13 mars à Tel-Aviv, Gaza puis Amman.

Les premiers adversaires du processus de paix, c'est du côté palestinien qu'on les rencontre. Les extrémistes islamistes portent la responsabilité des tragiques attentats qui ont ensanglanté Tel-Aviv et qui mettent en difficulté le Premier ministre Yitzhak Rabin. La tentation est grande pour lui, comptable de la sécurité de son pays, de fermer les frontières au va et vient quotidien des travailleurs palestiniens et d'exiger de Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne à Gaza et Jéricho, des résultats dans la lutte antiterroriste que les services israéliens n'ont pu obtenir dans le passé. L'opposition de droite du Likoud, qui ne s'est jamais résignée à l'échange des territoires contre la paix, pousse évidemment en ce sens et l'opinion israélienne apparaît de plus en plus divisée. Un chômage accru côté palestinien ou l'enfermement de Yasser Arafat dans un rôle répressif ne pourrait pourtant que favoriser les extrémistes.

Tout autre est la préoccupation à Gaza. Derrière les drapeaux flottant joyeusement dans le vent, l'atmosphère paraît beaucoup moins tendue que je le craignais. Pour Yasser Arafat la priorité est de montrer que le processus de paix a dès maintenant des effets positifs et mesurables. Pour cela il faut que l'Union européenne apporte son aide de façon moins bureaucratique et plus rapide ; et aussi qu'Israël donne plus vite son feu vert aux élections prévues en Cisjordanie et à Gaza : alors les Palestiniens mesureront qu'ils deviennent enfin maître de leur avenir.

Amman, elle, est une capitale prudente. Les équilibres entre réfugiés palestiniens et jordaniens d'origine sont délicats. Le discours du Prince héritier sur les liens qui pourront s'établir entre le futur Etat palestinien et son pays reste évasif. Mais la Jordanie m'intéresse aujourd'hui pour autre chose : elle a fait, à trois ans de distance, la démonstration qu'une démocratisation bien conduite peut faire reculer les extrémistes islamistes.

La paix définitive au Proche-Orient reste à conquérir. Mais en voyant tout au long du voyage les étreintes amicales entre des Israéliens et des Palestiniens qui, pendant des années, avaient refusé de se retrouver dans une même salle, je me disais avec un peu d'émotion qu'une action politique persévérante finit par porter ses fruits.

PERVENCHE BERÈS : SECRÉTAIRE NATIONALE A LA COOPÉRATION ET AU DÉVELOPPEMENT

Faut-il conclure l'Union douanière entre la Turquie et l'Union européenne ?

Dans le bilan quasiment vide de la présidence française de l'Union européenne, la conclusion d'une union douanière avec la Turquie constitue-t-elle un succès ?

Avant d'y répondre, une remarque s'impose. Le gouvernement français vient de faire la preuve du peu de cas qu'il fait de l'opinion du Parlement européen.

L'union douanière vient d'être approuvée par le Conseil trois semaines après que le Parlement européen ait estimé à 244 voix pour, contre 114, que la situation des droits de l'homme dans ce pays a été trop grave pour permettre la conclusion de cette union.

Je suis profondément convaincue qu'il faut ancrer la Turquie laïque et démocratique à l'Europe, la consolider comme puissance régionale.

Mais, aujourd'hui, ceux qui ont intérêt à la conclusion d'une union douanière ne sont pas les démocrates, ce sont d'abord les hommes d'affaires. Ceux de l'Union européenne qui veulent profiter de conditions de délocalisation favorables. Ceux de Turquie qui veulent pouvoir exporter vers l'Union européenne des produits bon marché, grâce à une main-d'œuvre payée 440 Francs par mois. On nous dit qu'en Turquie il y aurait les bons d'un côté, les méchants de l'autre, que les milieux d'affaires seraient favorables à l'Europe, et qu'il faudrait, grâce à l'union douanière, les renforcer dans la lutte qui les opposeraient à l'armée.

Mais si l'on veut vraiment faire évoluer la Turquie, il faut utiliser aujourd'hui cette volonté d'ouverture des milieux d'affaires. Une fois l'union douanière conclue il sera trop tard : ils auront eu ce qu'ils voulaient et ne se sentiront aucune responsabilité à l'égard de l'évolution du système politique en place. Or celui-ci doit, au moins sur trois points, fournir plus que des preuves de bonne volonté.

Droits de l'homme et consolidation de la ddmocratie

Voilà plus de dix-huit mois que l'on nous parle d'une réforme de la Constitution. En attendant, huit députés d'origine kurde sont en prison et les rapports alarmistes d'Amnesty international se succèdent. L'Union européenne ne devra pas se satisfaire de mesures symboliques comme une libération de Leyla Zana ou le vote d'une réforme de la Constitution. Elle devra pouvoir constater la mise en œuvre effective d'une réforme.

la question kurde

Il y a quelques années, les socialistes français avaient salué l'entrée au gouvernement turc de leurs amis du SHP, partisans d'une solution politique du problème kurde. Ils n'ont pas été entendus. L'Union européenne ne peut se satisfaire de ce constat d'échec, elle doit garder les moyens de faire pression et aider les véritables démocrates. Le terrorisme kurde se nourrit des violences de l'armée turque, mais seule une solution négociée peut venir à bout de la violence.

Chypre

Là encore les autorités turques sont responsables de l'impasse. En 1974, l'armée turque a envahi la partie nord de l'île et, depuis, la Turquie refuse les solutions élaborées par les Nations-Unies.

Je ne crois pas que l'entrée en vigueur de l'union douanière dans les conditions actuelles renforcerait le pouvoir civil en Turquie et lui permettrait de satisfaire à ces trois conditions. Elle risquerait au contraire, d'abord de confirmer l'armée turque dans le sentiment qu'elle peut agir dans l'impunité ; ensuite, de conduire l'Union européenne à être prisonnière, comme en Algérie, de son soutien à un régime cache-sexe du pouvoir militaire. Je me souviens des arguments utilisés en mai 1984, pour plaider le retour de la Turquie au Conseil de l'Europe. L'appartenance de ce pays à l'organisation avait été suspendue trois ans plus tôt à la suite du coup d'État de septembre 1980. En mai 1984, il fallait réintégrer la Turquie au Conseil de l'Europe pour y consolider la démocratie. Aujourd'hui, les partisans de l'union douanière utilisent les mêmes arguments.

Il me semble qu'ils ont tort. Jamais l'Union européenne n'a eu l'occasion de peser de façon aussi forte pour une évolution, dans le bon sens, de la Turquie. Cela n'est vrai qu'avant l'union douanière. Après, il sera trop tard. Les militaires turcs pourront continuer à agir en toute impunité sans que l'Union européenne n'ait de moyens de pression.

Dans les conditions actuelles, les socialistes français n'ont pas de raison d'accepter l'union douanière avec la Turquie que leur proposent Messieurs Balladur et Juppé. S'ils avaient encore des doutes, la vaste offensive de l'armée turque contre "les bases arrières des terroristes kurdes" en Iraq du nord, devrait finir de les convaincrent.

La poudrière des capitaux spéculatifs

Avec l'affaire du Crédit lyonnais, l'opinion découvre l'ampleur des débordements de l'argent fou. Mais ce qui se passe à l'échelle nationale ne donne qu'une pâle idée des dérèglements financiers internationaux dont les retombées sont déterminantes dans la crise économique et sociale que nous subissons. Dans ses propositions, Lionel Jospin prend en compte cette nouvelle aggravation.



INTERNATIONALISER LES RE

Faillite évitée de justesse au Mexique, naufrage de la banque Barings, crise internationale des monnaies. Coup sur coup, en quelques semaines, le "marché" s'est enrayé dangereusement et a montré qu'il n'était pas infaillible. Ce qui se passe sur les marchés financiers influe de manière déterminante sur l'économie de notre pays, sur l'emploi, sur les structures sociales. Mais le citoyen français n'établit pas forcément le lien avec ses difficultés quotidiennes, tant sont énormes les masses en jeu et sophistiquées les méthodes de la spéculation sur la spéculation des fameux "marchés dérivés". Incompréhension ou sentiment de fatalité dominent face à ce gigantesque Monopoly mondial.

La crise récente aura eu le mérite de rendre les choses moins opaques en faisant apparaître au grand jour les décideurs qui tiennent entre leurs mains le sort économique du monde, des êtres bien réels même s'ils sont peu présents sur la scène politique.

La finance a pris le pas sur la production

Le lien entre les dérèglements financiers et monétaires internationaux et le chômage est généralement admis.

A partir du début des années 80 (moment où la gauche arrivait au pouvoir en France...), une inversion de tendance considérable s'est produite au niveau mondial : alors que sur une longue période historique, le capitalisme s'était développé avec des taux d'intérêt réels négatifs, ou à peine supérieurs à l'inflation, ces derniers sont devenus positifs.

L'argent rare et cher a généré des taux d'intérêt réels aujourd'hui bien supérieurs à l'inflation, ce qui ne peut que favoriser la rente au détriment de la production et entraîner la baisse des investissements : il est plus rentable pour les entreprises de placer les disponibilités que d'investir. Cette tendance a été amplifiée par la mondialisation de l'économie : avec l'interconnection informatique des places financières, le déplacement instantané de masses de capitaux considérables entraîne des déséquilibres brutaux. Ces masses sont bien supérieures aux besoins des échanges : le rapport entre échanges financiers et échanges de marchandises, qui était de 6 à 1 en 1980, est aujourd'hui de 20 à 1 ; elles sont également bien supérieures aux capitaux des banques centrales des Etats. Le système développe sa propre logique, celle de la spéculation qui aggrave encore, en atteignant les monnaies, les difficultés économiques.

La domination de la rente sur le travail et la production s'est traduite dans notre pays, malgré les efforts de la gauche, par le renforcement des classes aisées disposant de patrimoines mobiliers et immobiliers ; le développement important de la pauvreté, et l'aspiration vers le bas des classes moyennes salariées sous l'effet du chômage, de la précarisation du travail et de la stagnation des salaires. La société se trouve ainsi menacée de fracture alors que la richesse globale n'a cessé d'augmenter.

La marge de manœuvre des Etats s'est trouvée réduite : s'ils tentent de diminuer les taux d'intérêts réels, les capitaux fuient. Même si ces marges existent -et la gauche devra les utiliser davantage que par le passé-, il est difficile de "faire payer les riches" dans un seul pays. Les réponses se situent fondamentalement au niveau international.

Il est difficile de «faire payer les riches» dans un seul pays. Les réponses se situent au niveau international.

En complément des mesures au niveau national visant à rééquilibrer le partage entre travail et capital, Lionel Jospin propose donc un ensemble d'actions fortes au niveau international : réaliser la monnaie unique européenne, qui peut être une alternative à la domination d'un dollar de plus en plus en difficulté pour assumer le rôle de monnaie de référence mondiale ; agir dans le cadre des Sommets mondiaux pour un nouveau système monétaire ; instaurer une taxation des capitaux spéculatifs.

La tâche peut sembler démesurée, mais

Le piège des produits dérivés

Comment ce qui devrait être une sécurité pour les placements financiers s'est transformé en machine infernale.

A lui seul un "golden boy" de 28 ans a réussi le tour de force d'envoyer au tapis Barings Securities (la banque occidentale la plus respectée en Asie), en pariant trop, beaucoup trop sur les produits dérivés.

Explication : un produit dérivé est un "contrat" financier, non réglementé, qui permet à un spéculateur de parier sur la valeur future d'un indice boursier, du prix d'une matière première, d'un taux de change ou encore d'un taux d'intérêt. Théoriquement, ces produits permettent de protéger un actif contre une évolution non souhaitée des cours, l'investisseur pariant en même temps sur la hausse et sur la baisse. Mais ils peuvent être utilisés dans un but purement spéculatif.

C'est précisément ce qui s'est passé pour la banque anglaise : la vente effrénée d'options a rendu plus sensible la Barings à l'indice Nikkei. Or le 24 février, le recul de 2% de cet indice a fait s'écrouler ce fragile montage financier : 5 Mds de francs de pertes, une banque en faillite et un marché boursier déstabilisé.

On aurait tort cependant de croire que l'affaire de la Barings constitue un cas isolé : ces derniers mois, ce sont plus de 30 milliards de francs qui ont été engloutis dans de tels scandales ! Le dernier en date constitue à ce titre un véritable record : le comté d'Orange, dans l'Etat de Californie, s'est déclaré en faillite après avoir perdu 8,7 milliards de francs. Avant lui le groupe allemand Metallgesellschaft a perdu 8 milliards en spéculant sur les prix du pétrole.

Véritable spéculation sur la spéculation, le marché des produits dérivés est désormais plus actif que celui des produits financiers "traditionnels". Chaque jour, 200.000 contrats de ce type sont négociés à la bourse de Paris. A l'échelon international, les produits dérivés représentent un marché de plus de 150.000 Mds de francs, soit cent fois le budget annuel de la France.

Or aucune mesure de sécurité n'a été prise. Le président de la Réserve fédérale américaine estime par exemple que le risque de pertes est le meilleur moyen de renforcer la vigilance ... Bref, là encore, c'est la loi de la jungle qui prévaut. **F.D.**

le chi

1 000 milliards

1.000 milliards de dollars circulent chaque jour sur les marchés des changes. Ce montant représente les trois-quarts du produit intérieur brut français calculé sur 1 an. Les mouvements de capitaux sont ainsi 50 fois plus élevés que les mouvements de marchandises, ce qui montre que la finance est en train d'évoluer de façon autonome par rapport à ce que l'on appelle la sphère réelle de l'économie (biens et services).

Confrontés à un déficit récurrent de leur commerce extérieur, les Etats-Unis ont dû couvrir ce déficit en faisant appel à l'épargne extérieure.

Pour cela, les marchés américains ont fait de nombreux efforts afin de se rendre attractifs, efforts qui ont rejailli sur les places européennes vers le milieu de la décennie .

Mais plus que la libéralisation elle-même, c'est la spéculation éhontée qu'elle a entraînée qui est aujourd'hui à l'origine du développement anarchique des marchés financiers. Spéculation qui



EMÈDES

y a-t-il une autre solution qu'une régulation économique mondiale ? Les autorités financières la refusent encore mais différents groupes d'experts -au sein du FMI ou de l'Union européenne notamment- ont commencé de se pencher sur ce problème devenu incontournable.

Lionel Jospin a ouvert un nouveau terrain d'action pour la gauche. Face aux dérèglements du capitalisme financier international, celle-ci doit fournir des réponses au niveau approprié. La résolution finale de la dernière réunion de l'Internationale socialiste a retenu l'objectif de taxation des capitaux. La mise en place d'un groupe de travail PS-SPD sur les questions économiques a été décidé. C'est de bon augure quant au développement de ce nouveau chantier.

Serge Briand

ffre

de dollars/jour

entraîne des variations de taux de changes au mépris de toute cohérence économique. Spéculation qui est à l'origine de faillites spectaculaires comme celle de la banque Barings. Qui fait peser le risque d'un krach boursier à l'échelle planétaire, l'interdépendance croissante des économies induisant en quelque sorte une réaction en chaîne.

Mais alors que faire ? Une re-réglementation serait souhaitable afin de discipliner les marchés financiers et de mettre enfin leur énorme masse de capitaux au service de l'économie réelle et de l'emploi.

Mais dans un premier temps, c'est une taxe sur les capitaux spéculatifs qui serait la plus efficace.

Encore faut-il qu'elle soit "intelligente" c'est-à-dire qu'elle pénalise les capitaux spéculatifs sans compromettre le financement des investissements productifs. C'est clairement le but de la taxe dite du "1 pour 1.000" proposée par Lionel Jospin.

Frédéric Depetris

Une utopie concrète

La proposition de Lionel Jospin, reprenant les idées d'économistes aussi réputés que Tobin ou Williamson, de créer une taxe d'un taux faible sur l'ensemble des opérations financières internationales, vise à rendre plus coûteuse la spéculation, au moins pour ceux qui s'y livrent.

Alors qu'aujourd'hui les mouvements de capitaux circulent, non seulement librement, mais sans frottement fiscal, aboutissant à la certitude du gain, le projet de Lionel Jospin permettrait de rétablir le principe du risque. En outre, le produit de cette taxe, qui serait perçue sur toutes les places financières, serait affecté aux projets des pays les plus pauvres.

On objectera à Lionel Jospin qu'il est bien le seul à défendre cette position en France, mais aussi chez les plus riches de la planète. La politique, c'est précisément de lancer des idées nouvelles, voire des utopies, pour qu'elles deviennent demain réalités. Mais à y regarder de près, cette réforme s'inscrit dans une approche globale et novatrice des relations économiques internationales. Lionel Jospin rappelle en effet que l'Europe doit aller au plus vite vers la monnaie unique afin de décourager les opérations spéculatives qui s'engouffrent aujourd'hui dans les brèches du système monétaire européen, chaque fois que le dollar connaît des signes de faiblesse. Mais, au delà de la responsabilité des Européens, il importe de convaincre les principaux pays industrialisés de l'urgence de faire évoluer le système monétaire international dans le sens d'une plus grande stabilité des principales devises et notamment du dollar. Lionel Jospin a clairement fait sienne cette proposition. De même a-t-il insisté pour que le dialogue Nord-Sud soit repris et que les liquidités internationales soient mises au service du développement. La taxation des flux de capitaux internationaux ne constitue donc pas une proposition déconnectée des progrès qui doivent être apportés aux règles économiques édictées par les grandes organisations internationales (ONU, FMI, Banque mondiale ...).

Lionel Jospin sait bien, en effet, que le rythme et la durée de la croissance économique dépendent, certes de décisions internes qu'il a d'ailleurs précisées dans son programme, mais aussi de la capacité des pays les plus développés à coordonner leur politique économique, à stabiliser le système monétaire international, à mieux organiser les transferts vers les pays pauvres et enfin à limiter la vulnérabilité des économies réelles face à la violence des mouvements financiers.

A travers sa proposition de freiner les opérations spéculatives, notre candidat permet à toute la gauche européenne de retrouver des perspectives dans les grandes négociations internationales qui s'engagent. Il serait bon que l'Internationale socialiste s'en empare au plus vite.

François Hollande

3 QUESTIONS

RENÉ LENOIR PRÉSIDENT DE L'UNIOPSS*

"Aller chercher l'argent là où la richesse s'accumule"

Dans votre dernier ouvrage, «Quand l'Etat disjoncte» (1), vous montrez comment la richesse va de plus en plus aux riches et comment s'accroissent les inégalités. Ce processus a-t-il un lien avec l'emballement de la spéculation internationale ?

La spéculation s'ajoute et renchérit des taux d'intérêt qui sont déjà trop élevés et entraînent une fracture sociale dans toutes les démocraties.

Le processus a démarré en 1982 - au Mexique, déjà- avec la crise de la dette des pays du Sud. Les taux d'intérêts réels se sont mis à dépasser l'inflation de 3, de 6, puis de 9 points. Un certain nombre d'entreprises équilibrent leurs comptes non pas en créant de la richesse mais en plaçant leurs disponibilités. Quant à celles qui veulent produire de la richesse, alors que la productivité croît de 3 à 3,5 % par an, il faut qu'elles empruntent à 10 ou 12% d'intérêt. Les particuliers qui ont de l'argent le placent et une classe de rentiers se développe. Mais les ménages sont obligés d'emprunter pour un véhicule, pour un logement ou pour du mobilier, à des taux de 13 à 18%. D'où surendettement des ménages : fin 1994, les banques avaient procédé à 1 800 000 retraits de chéquiers. La spéculation mondiale s'ajoute à cela. L'argent se déplace en temps réel et, en s'efforçant d'anticiper les mouvements, les spéculateurs ajoutent à la nervosité du marché international. Un bel exemple est donné par ce qui se passe sur le dollar.

Cette situation découle-t-elle fatalement de la mondialisation de l'économie ?

Il y a un lien direct en ce sens qu'aucun pays ne peut à lui seul décider qu'il va baisser les taux d'intérêt, sinon l'argent part chez le voisin. Comme il va bien falloir tenir compte de la fracture sociale, et donc aller chercher l'argent là où la richesse s'accumule, si l'on veut taxer raisonnablement mais uniformément le capital, il faut que cela se fasse au niveau européen, et si possible au niveau de l'OCDE. La mondialisation de l'économie interdit des remèdes strictement limités à une nation.

Les propositions de Lionel Jospin en ce domaine vous semblent-elles réalisables ?

Il s'agit d'un problème très difficile à résoudre. Mais si les démocraties laissent s'accentuer la fracture sociale, elles vont être affrontées à des problèmes redoutables de vagues populistes, ou d'insécurité . La prise de conscience se fait par cercles concentriques : il y a un peu plus d'un an, les évêques français ont dénoncé l'excès d'économisme par rapport aux préoccupations sociales ; le 23 novembre dernier, les puissantes églises allemandes, dans un pays qui voue un culte au mark fort, ont également alerté le gouvernement allemand ; lors du sommet de Copenhague, les ONG se sont exprimées dans le même sens et certains réfléchissent au sujet à la Commission européenne.

Je dis simplement : n'attendons pas d'avoir des millions de gens dans la rue pour envisager sérieusement ces problèmes.

Propos recueillis par S.B.

(1) La Découverte, 1995, 125 p. , 75 F.

** Union nationale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux*

SAVOIR PLUS



SPÉCULATION ET CORRUPTION
Par l'intermédiaire des banques installées dans les paradis fiscaux (Bahamas, Liechtenstein, Iles Caïman ...), les capitaux spéculatifs échappent à l'impôt. 15 à 20% des transactions financières transitent par eux. On y retrouve aussi l'argent de la drogue. Les juges français se demandent si plusieurs dizaines de millions de francs d'Alcate, qui ont transité par le Panama et le Luxembourg, n'alimentaient pas le PR de Gérard Longuet.

TAUX D'INTÉRET RÉELS
Montant des taux d'intérêts une fois déduit le montant de l'inflation. Les taux d'intérêts réels sont négatifs quand ils sont inférieurs au montant de l'inflation.

TAUX DE CHANGE NOMINAL
Exprime le prix d'une monnaie étrangère en monnaie nationale.

TAUX DE CHANGE RÉEL
Mesure le prix relatif des produits étrangers par rapport à celui des produits nationaux exprimé en monnaie nationale.

INDICE NIKKEI
Indice global mesuré en % reprenant les différentes valeur de cotation des principales entreprises japonaises. Pour la France c'est le CAC 40. Pour les Etats-Unis, le Dow-Jones.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
Indicateur qui regroupe la valeur des biens et services produits au cours d'une année (7.400 Mds de F en 1994).

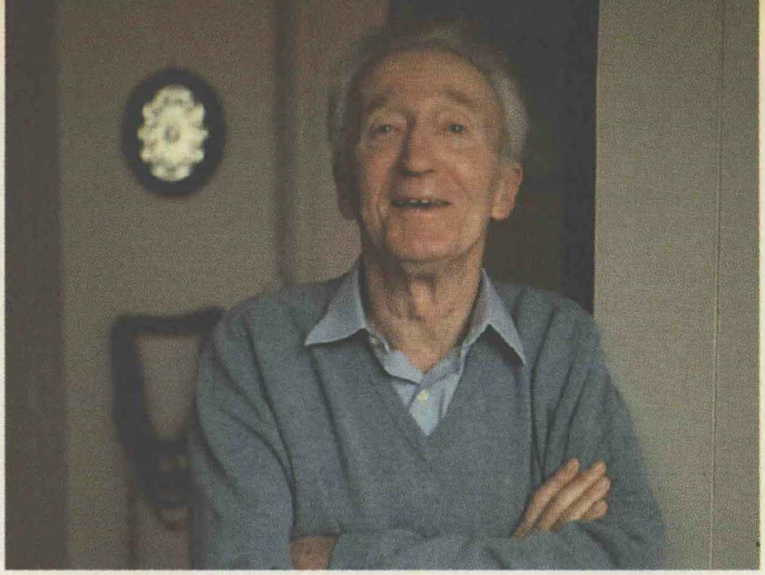
OPTION
Droit (mais non obligation) contractuel d'acheter ou de vendre une quantité spécifiée d'un instrument financier donné (devises, titres, etc.), à un prix fixé, avant ou à une date désignée. L'acheteur qui prend une option d'achat de 1000 Marks avant le 30 juin, acquiert le droit (libre à lui de l'utiliser ou non) d'acheter 1000 Marks avant le 30 juin inclus.

SICAV MONÉTAIRES
Ces placements financiers indexés sur les taux d'intérêt sont aujourd'hui moins rentables. Ils représentent néanmoins 1200 Mds de F dans notre pays et un transfert annuel de 100 Mds vers leurs détenteurs. Lionel Jospin préconise l'instauration d'un taux libératoire unique de 17% sur les revenus des placements financiers.

CLAUDE ROY

Le cœur triste et l'esprit gai

Tous les deux ou trois ans, Claude Roy livre la suite de son autobiographie. Il y pratique avec bonheur l'art du portrait et, dans sa campagne, face aux oiseaux ou aux fleurs, l'écrivain-poète n'en finit pas de s'étonner.



Vous êtes un formidable incitateur à la lecture. Après Pascal, Diderot, Stendhal, Tchékhov et Claudel, dans votre dernier livre "Les Rencontres des jours. 1992-1993"(1), ce sont Valéry Larbaud, Albert Cohen et Michel Leiris que vous donnez envie de lire ou de relire..

Ce que j'aime, j'ai envie de le partager avec d'autres. C'est vrai pour les êtres humains, pour les livres et les tableaux. Pour tout ce qui rend la vie meilleure ! Je n'ai pas de recette diététique pour garder l'appétit de tout, mais c'est vrai que je ne suis jamais rassasié de savoir ou de découvrir. J'essaie toujours de comprendre ce qui arrive et ce qui m'arrive. L'important, ce n'est pas de subir ou d'être spectateur, c'est d'être, si on le peut, acteur ou en tout cas d'essayer de décomposer, de comprendre le mécanisme des choses de la vie.

Marthe Robert a dit de vous que vous aviez le cœur triste et l'esprit gai.

Si, devant ce qui se passe aujourd'hui, je n'étais pas un peu triste, cela voudrait dire que je n'aurais pas de cœur. Mais si je ne gardais pas cette espèce d'alacrité ou de vivacité d'esprit qui me fait rebondir, je m'abandonnerais à la mélancolie et même au désespoir. Or je reste gai, bien que ce ne soit pas toujours facile. Paulhan disait : "Toutes les vérités ne sont pas bonnes à savoir". C'est quelquefois un fardeau à supporter. Au sujet de ma maladie, moi, j'ai préféré savoir. Roger Vaillant, qui a eu, comme moi, un cancer dont il est mort, ne voulait pas savoir. Les médecins reconnaissent tout de suite le patient qui veut savoir et celui qui ne le veut pas. Et même, quelquefois, celui qui dit qu'il veut savoir, ne le pense pas. Si on lui dit la vérité, il s'écroule. Marcelin Pleynet est allé en Chine avec Philippe Sollers et Julia Kristeva. Il a écrit ensuite un petit livre où il raconte : "En Chine, je n'ai pas vu ce que j'ai vu, j'ai vu ce que je voulais voir". C'est vrai dans la vie affective, en politique, en tout.

Le livre de Robert Antelme, "L'Espèce humaine", vous a beaucoup marqué...

Le livre et l'homme. Il y a d'autres très beaux livres sur la déportation et j'ai envie de dire sur "Le Mal", car ces livres posent ce problème. Le livre de Primo Lévi "Si c'était un homme", ceux de Jorge Semprun et de David Rousset. Mais celui de Robert Antelme est un livre au plus près de la vérité la plus terrible. Un grand livre. Robert Antelme a été mon ami. Je l'ai vu revenir des camps, se raccrocher à la vie. Et c'est probablement le meilleur homme que j'ai connu. Il me fait penser à "L'Idiot" de Dostoïevski. Il avait une espèce de sainteté naturelle, bien que je n'aime pas employer ce mot religieux.

Devant l'exclusion, le chômage, les hommes doivent-ils réagir ?

Bien sûr, même si l'on n'est pas certain d'avoir des résultats. Il y a chez les Français, en ce moment, un appel d'air. Pasqua, Balladur et la droite actuelle, ce n'est pas très brillant. On a envie de sortir de cette pestilence évocatrice du temps de Louis XIV.

La campagne présidentielle bat son plein. Quel choix faites-vous ?

Je voterai Jospin.

Y a-t-il des combats qui vous mobiliseraient ?

Il n'y a, hélas, que l'embarras du choix, on ne sait pas où donner du cœur et de la tête dans le général, l'humanitaire et le non humanitaire. "Amnesty international", "Médecins sans Frontières" et d'autres figurent dans mon livre de compte. Mais je n'adhèrerai plus à un parti, aujourd'hui, parce que chat échaudé craint l'eau froide. Ce en quoi il a tort, d'ailleurs. Mais j'ai été communiste trop longtemps. Je ne regrette pourtant pas de l'avoir été du temps de l'Occupation, car c'était le groupe le plus efficace à ma portée.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Gallimard, 1995, 337 p., 120 F.

A VOIR AUSSI

samedi 25 **Arte, 20h50**	**L'HÔPITAL ET SES FANTÔMES de Lars von Trier** **Se épisode d'une série danoise un peu fantastique.** **Curiosité exemplaire malgré les faiblesses.**
dimanche 26 **TF1, 23h30**	**LA BELLE AMÉRICAINE de Robert Dhéry** **Le dernier film des Branquignols. A découvrir pour la jeune génération. Poilant.** **En version, hélas, colorisée.**
mardi 28 **ARTE, 21h45**	**LES GÉANTS DE LA MONTAGNE de Pirandello** **Mis en scène par le général Strehler et la soirée théâtrale qui s'ensuit.**
jeudi 30 **ARTE, 20h30**	**BANLIEUES, GUERRE ET PAIX** **Soirée thématique sur un sujet brûlant.** **Mais vous pouvez zapper sur FR3 pour voir Fanny**

♥♠ COUP de CŒUR et de CROC

♥ .FLONISSIMO

Ça lui est habituel : Suzanne Flon est prodigieuse dans "La chambre d'amis" de Loleh Bellon, en vieille dame solitaire qui va s'habituer à la cohabitation avec une fille qu'elle héberge dans sa chambre d'amis. La petite musique de Loleh, une taille-douce touchante qui rend le cœur heureux. Et divine Flon.
Théâtre de Paris. De mardi à samedi : 21 h. Dimanche : 15 h 30.

♥ CARTHAGE : IN MEMORIAM

En une expo, (250 œuvres), tout sur la Tunisie d'il y a 2200 ans, après l'Enéide et sur la cité modèle fondée par les Phéniciens en 814 avant J.C. En mémoire de l'holocauste carthaginois (Delenda est Carthago) par nous autres impérialistes romains. A voir en relisant "Salammbô". Beau et dérangeant, même après 2 millénaires.
Petit Palais. Av. W. Churchill. Paris 8e. Jusqu'au 2 juillet.

♥ GARAGE ARTISTIQUE

A Lyon où, pire qu'à Paris, on ne peut trouver de local, inauguration d'une salle de répète associative : Un ancien garage transformé par des associations en Ateliers de création pour théâtre-danse (Cie Schenk), musique (Datchko) et plasticiens. Chaleureux et convivial.
"Le Trion" - 19 rue des Fossés du Trion - 69005 Lyon.

♠ LES VORACES "CLEANS"

Pendant qu'on est à Lyon, les pentes de la Croix-Rouge enragent : la cour des Voraces, un escalier-traboule célèbre où l'on massacra les derniers canuts révoltés et où l'on voyait encore les traces du carnage, est retapé "clean". Les "Voraces", lieu de pèlerinage comme le Mur des Fédérés, est replâtré et les trous des balles des massacreurs soigneusement rebouchés. Moins traumatisant pour les touristes.

Télé Média — Séries chéries

Quand ils ne sont pas pendus aux présidentielles cathodiques, les téléspectateurs se gavent de séries, à majorité made in USA. Des séries déjà si amorties financièrement qu'elles sont vendues aux chaînes pour des clopinettes. Ce qui, on le sait, anihile la production française et bafoue les quotas. Mais, tout en le regrettant, on est obligé d'observer que ces séries sont souvent supérieures à nos produits. Même les excellents "Navarro" et "Nestor Burma" ne rivalisent pas avec le savoir-faire et l'efficacité de "Columbo" et des "Rues de San-Francisco".

Si le public est avide de séries américaines, il est de bon ton pour les critiques de les ignorer ou de les mépriser. Surtout les "séries de l'après-midi" sur lesquelles on crache volontiers. A contre courant, je me suis appliqué à les regarder sans faire dans le culte.

Trois exemples : cela commence à 12 h sur M6 par ce qui est sottement baptisé "Papa Schultz" et qui est un remake réjouissant de "Stalag 17" dont Billy Wilder n'aurait pas rougi. Plus tard, à 12 h 30 c'est parfois "La petite maison de la prairie" qu'on taxe de "nunuche". J'ai découvert des scripts bien charpentés, balançant entre l'émotion et le sourire qui pourraient être signés Dudley Nichols ou Nugent, les scénaristes de Ford. Il y a aussi du même acteur-réalisateur Michael Landon "Les routes du Paradis". J'y trouve une réalisation costaude, avec des petits rôles typés et un optimisme rooseveltien féerique qui, loin d'être niais, ressemble à du Capra. On croirait qu'être ému a le don d'énerver l'esprit français. Est-ce d'avoir la gorge serrée qui fait honte ?

Je dois avouer que je tenais aussi pour remarquable "Hill Street Blues", chronique d'un commissariat, titré vulgairement "Capitaine Furillo", que je prenais plaisir au "Pony Express" et aux "Têtes brûlées" quand cela repassait, que je suis un accro d'"Arabesque" pour Angela Lansbury, de "Code Quantum", de "Aux Frontières du réel" qui rend obsolète les anciens "Envahisseurs" et du Raymond Burr de "L'homme de fer". Et "Dallas" qui nous revient le 6 avril. Comment tenir jusque là ! C'est cela, être un téléspectateur de base subjectif ...

Jean Vermorel

Théâtre — Vaulx-en-Velin s'éclate



De vrais chômeurs. Douze jeunes de Vaulx-en-Velin jouent leur vie sur scène. Il y a dix mois, Martine Aubry et sa fondation "Agir contre l'exclusion", Guy Bedos et Daniel Vignali (metteur en scène) demandent à ces beurs de raconter leur vie et d'en faire des sketchs. Guy Bedos convainc un producteur de monter le spectacle (1) et voici ces amateurs devenus professionnels à Paris. Preuve "qu'ils peuvent brûler les planches et pas seulement les supermarchés".

Le port du voile, l'intégrisme, le chômage touchant 25% des jeunes de la cité, le désœuvrement, le mal de vivre et le manque d'argent qui conduisent à la drogue, à la délinquance puis à la prison, tout est est raconté avec humour par ceux-là mêmes qui vivent ce drame. Ecoutez leurs rêves impossibles : "Avoir du boulot, fonder une famille, avoir un appart", et vous en saurez bien plus sur les jeunes qu'avec le questionnaire Balladur. Un mélange original d'émotion, d'enthousiasme et d'autodérision. Et même un sketch sur Guy Bedos. Avec Ben, Kamel, Malika et les autres. C'est, disent-ils, «le beur et l'argent du beur !"

C.P.

(1) La Cigale Paris 49 87 50 50. Jusqu'au 9 Avril, puis en tournée.

Cinéma — "Les rendez-vous de Paris"

Avec ces trois nouvelles comédies, drôles et spontanées, dignes du théâtre classique du XVIIIe siècle, Eric Rohmer demeure le cinéaste des jeux de l'amour et du hasard. A travers trois aventures, il fait des gammes sur les intermittences du cœur.

"Le rendez-vous de sept heures", où Esther, qui soupçonne son ami Horace de la tromper, se laisse accoster par un charmant garçon, "Les bancs de Paris" où une jeune fille, qui a envie de quitter son fiancé, se promène avec un professeur de province et enfin "Mère et enfant 1907", où un peintre accompagne une suédoise au musée Picasso puis l'abandonne pour une inconnue. Trois trios en mode mineur où les femmes se laissent faire la cour. Rencontres et séparations dans le parc Montsouris, dans le parc du Luxembourg et à Montmartre. Dans le Paris poétique.

Rohmer impose aux jeunes talents qu'il a choisis un ton fréquemment déclamatoire. C'est que le professeur de lettres classiques qu'il est tient à réaffirmer la suprématie de la parole.

Dans ses cycles successifs : "Contes moraux", "Comédies et proverbes" et "Contes des quatres saisons", toujours le même thème : un homme quitte une femme pour une autre, puis revient à la première.

Et, toujours, c'est le verbe qui entraîne l'action.

Claude Polak



le mot des lecteurs

Sectes : attention danger !

Quel est le futur candidat qui inclut dans son programme le problème des sectes ?

Si vous n'êtes pas concernés, vous ignorez combien les dégâts faits dans les familles par ces gens sont incommensurables. Il faut trouver une solution, car où se trouvent les religions est le fanatisme, aussi bien en Irlande qu'en Palestine, en Yougoslavie, en Algérie, et, à notre porte, les sectes. On pourchasse les gens établis BCBG pour les multiples détournements et on laisse faire les sectes ! Le chiffre des témoins de Jéhova a doublé depuis que j'entends parler de cette "race supérieure de l'esprit" (...)

Jean-Yvon Delcamp
(93) Tremblay

Nous sommes en campagne, que diantre !

Je me réjouis que "Vendredi" reparaisse. (...) Hormis l'aspect humain qui, bien entendu, me chagrine, je ne regrette pas que les journalistes aient été remplacés par des militants, plus aptes à mon avis au travail politique. Car ce que j'ai toujours déploré, c'est précisément que "Vendredi" soit une aimable revue, bien parisienne pour ne pas dire parisianniste, et non un outil pratique au service des militants, tenant compte de leurs besoins en matière de communication politique vers l'extérieur. Or dans ce premier numéro de la nouvelle série, j'ai le sentiment que vous n'avez pas réalisé que nous sommes en campagne et que nous avons bien davantage besoin de textes électoraux prêts à l'emploi, directement reproductibles, à l'usage du grand public, que de considérations sur la littérature, le cinéma ou la chanson qui peuvent attendre deux mois (quels que soient par ailleurs nos propres sentiments sur tel ou tel artiste ou sujet culturel). L'urgence, c'est donc qu'au centre de chaque numéro de "Vendredi" jusqu'à la présidentielle, soit encarté un quatre pages, directement reproductible par les sections ou les fédérations, à l'usage, non pas des seuls adhérents ou sympathisants, mais de toute la production, dans un langage accessible à tous. (...)

Jean Rumeau
(47) Nérac

L'affaire Chirac

Le "nouveau Chirac" aurait débarqué, tout fier, tout rose ! Et certains de se demander si l'homme a vraiment changé, d'autres de s'ébahir, d'aucuns de s'empresser ... Edwy Plenel dans "Le Monde", explique avec pertinence que la démarche qu'il considère comme "bonapartiste" du "nouveau Chirac" est d'essayer "d'exploiter la faillite de la gauche gouvernementale auprès de son propre électorat pour mieux garantir le retour et la renaissance de la droite contre elle-même, contre ses querelles intestines, contre sa crise de légitimité." (...)

Nous savons qu'en 1969 "Château Chirac" a été acheté 210 000 francs et seulement payé 60 000 francs par son nouveau propriétaire (déclaration même de l'intéressé au "Nouvel Observateur" du 18.10.76), sans que jamais la lumière ne soit faite, preuves à l'appui, sur le règlement des 150 000 francs restants !

Classé un mois après monument historique, cette demeure de 2500 m2 a été restaurée sans délai, grâce à de mirobolentes subventions. Versées au châtelain Chirac, membre du gouvernement de l'époque, elles ont aussi contribué à doter le château d'un "jardin à la française", selon des dessins du XVIIe siècle.

Jacques Chirac a bien dû, la loi oblige, contribuer pour moitié aux frais de restauration. Du coup, le secrétaire d'Etat au Budget a été dégrévé d'impôts en 1970 et 1971...! L'affaire a fait grand bruit.

Vu du flanc gauche de la Corrèze, Chirac demeure ce qu'il a été, un aventurier sans scrupules. Pas étonnant qu'aujourd'hui il embouche sous l'étendard républicain la trompette bonapartiste !

PS : Bravo pour la relance du journal !

Gérard Denecker
(19) Brive

Questions de bon sens

Comment Jacques Chirac peut-il se présenter comme un candidat social quand on se rappelle que, comme Premier ministre, entre 1986 et 1988, il a supprimé l'impôt sur les grandes fortunes (on comprend aujourd'hui pourquoi , vu l'importance de son patrimoine), approuvé la politique libérale de Mme Thatcher, procédé à des privatisations avec le concours d'Edouard Balladur, supprimé l'autorisation administrative de licenciement, sur proposition de Philippe Séguin et diminué le remboursement de médicaments par la sécurité sociale ? Comment l'électorat populaire peut-il être attiré par Jacques Chirac quand on constate que, comme maire de Paris, il a fait en sorte que les parisiens les moins fortunés soient logés en banlieue, favorisé des opérations d'urbanisme de prestige, refusé la loi de solidarité urbaine consistant à aider les villes pauvres et choisi un directeur de cabinet, Michel Roussin, mis en examen dans l'affaire du financement des HLM de la ville de Paris ? (...)

Comment des électeurs progressistes pourraient-ils mêler leurs voix, dès le premier tour, avec les giscardiens et au deuxième, avec des personnes ayant voté au premier tour pour Jean-Marie Le Pen ou Philippe de Villiers, sans parler d'Edouard Balladur ?

André Sillam
(77) Noisiel

Chômage : pour en finir

Le Parti s'est prononcé à plusieurs reprises pour la diminution du temps de travail sans perte de salaire. Aujourd'hui, Lionel Jospin reprend partiellement cette proposition. (...)

Le duel vraisemblable avec Jacques Chirac portera peut-être aussi sur ce point où le candidat démago-droitier est un peu faible et gêné aux entournures. Dans son livre, "Pour en finir avec le chômage de masse" notre camarade, Gérard Filoche, Inspecteur du travail, nous procure de nombreux arguments. Un livre que "Vendredi" serait bien avisé de conseiller à ses lecteurs.

Pascal Henry
(77) Torcy

Nécessaire utopie

La société moderne conduit à un homme passif durablement installé dans cette vie végétative qui peu à peu exile l'intégrité, la créativité, le "temps personnel". La décadence est venue de l'argent, valeur suprême qui fatalement corrompt les rapports humains, l'environnement, la culture, le sport. Socialistes, nous devons plus que d'autres avoir une morale, nous serons jugés sur cette vertu, plus que d'autres nous devons être soucieux de ne pas voir la technologie aliéner totalement l'individu et le transformer en clone. Le travail n'est pas l'essentiel dans l'existence, chaque individu doit pouvoir monnayer comme il l'entend ce temps dû à la société et à son développement. L'éducation doit devenir permanente et non pas limitée dans un espace réduit puisque l'intelligence peut être développée tout au long d'une vie. La politique doit être repensée à la base (la cité), ouverte aux expériences les plus novatrices et non pas confinée dans le cadre strict du militantisme sectaire qui aboutit au copinage, puis au coquinage, enfin au partage de la cité entre bandes rivales agissant sans vergogne. L'utopie a toujours guidé les socialistes mais elle effraie parce qu'elle dérange, bouscule, conteste le conformisme ambiant, cette machine infernale et stérile dont le seul pouvoir est de s'auto-reproduire, je veux bien sûr parler des élites infécondes qui ont fini par faire de la République leur chose. La misère, la pauvreté, le chômage, le mal de vivre auraient dû engendrer un mouvement culturel, intellectuel capable de nous permettre de dépasser notre désarroi actuel. (...)

Georges Cambon
(81) Carmaux

Communiqués du Secrétariat national aux Relations internationales

TURQUIE :

La Turquie ne peut à la fois reprocher aux autonomistes kurdes de vouloir remettre en cause ses frontières et ne pas respecter elle-même celles de l'Iraq. Les socialistes condamnent toute mise en cause des frontières internationalement reconnues, d'où qu'elle vienne. Ils demandent à la Turquie de ramener au plus vite ses troupes sur leurs positions de départ.

22 mars 1995

FINLANDE :

Henri Emmanuelli, Premier secrétaire du Parti socialiste a adressé à Paavo Lipponen, Président du Parti social-démocrate finlandais qui vient de gagner les élections législatives dans son pays, le message suivant :

"Les socialistes français se réjouissent de la belle victoire du SDP aux élections législatives du 19 mars 1995. Au nom du Parti socialiste français, je vous adresse mes plus chaleureuses félicitations et mes vœux les plus sincères pour la réussite de la nouvelle politique que vous allez entreprendre. Votre victoire est un encouragement pour nous et un important signe du renforcement du mouvement socialiste et social-démocrate en Europe, auquel, j'espère, les socialistes français apporteront d'ici peu leur contribution par la victoire de Lionel Jospin en mai prochain.
Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président et cher camarade, l'assurance de mes sentiments très chaleureux."

20 mars 1995

2e trimestre

Centre agréé par le ministère de l'Intérieur (décision du 1er juillet 1994)

Le centre Condorcet vous propose ses formations

FORMATIONS SÉMINAIRES

La prise de parole en public

OBJECTIFS :
■ Mettre en évidence les atouts et les difficultés de chacun à communiquer un message.
■ Acquérir une méthodologie permettant de maîtriser progressivement la communication orale.
■ Maîtriser son émotivité.
CONTENU : • Règles de base de la communication • Organisation de la pensée • Exercices d'élocution, de réponse à une interpellation, d'animation de réunion (utilisation permanente du camescope).
Formateur : Francis TOQUE, consultant.
Jeudi 30 et vendredi 31 mars 1995

Le budget municipal

OBJECTIFS :
■ Mieux connaître et maîtriser les éléments du budget municipal
■ Appréhender le budget comme la traduction effective de choix politiques afin d'analyser les choix opérés et de proposer des solutions alternatives.
CONTENU : • Le budget : grandes structures et principes de fonctionnement • L'analyse du budget • La fiscalité : principes et études comparatives • La trésorerie, la gestion de la dette.
Formateur : Loeiz RAPINEL, cadre financier.
Samedi 1er avril 1995
Cette formation s'adresse en priorité aux élus minoritaires.

La commune et l'emploi

OBJECTIF : Permettre à des élus une approche novatrice et efficace.
CONTENU : • les capacités d'action territoriale • nouvelles données, nouvelle problématique • étude de cas : l'animation d'une action en multi-partenariat.
Animateur : Jean-Paul DOMERGUE, consultant.
Intervenants : Un maire - Christian MAHIEU, coordonnateur emploi formation (Bassin de Sens) - René MABIT, service des Affaires sociales du Commissariat au Plan - Christian LEMAIGNAN, consultant spécialisé.
Vendredi 14 avril 1995

Les délégations de service public

OBJECTIF : donner aux élus des outils d'aide à la décision et à l'évaluation.
CONTENU : l'objet, les formes et le cadre jurique. Opportunité des choix.
Les points de vue croisés d'un maire et d'un délégataire.
Animateur : Denis COURTOIS, journaliste spécialisé. Un maire et un délégataire.
Samedi 29 avril 1995

Le nouveau cadre juridique des CCAS

OBJECTIFS : permettre aux élus et aux fonctionnaires concernés de maîtriser les processus de représentation, de répartition des délégations et pouvoirs, et la rédaction d'un règlement intérieur le plus exhaustif possible.
CONTENU : composition des conseils d'administration et répartition des pouvoirs - fonctionnement administratif et financier - règlement intérieur.
Formateur : Yves DECONINCK, consultant, chargé de cours à Lille 1.
Vendredi 19 mai 1995

FORMATIONS "À LA CARTE"

❤ à la date qui vous convient,
❤ dans votre collectivité locale, groupe, union d'élus,
❤ à partir de vos documents et problématiques locales,
THÈMES POSSIBLES :
(outre les thèmes proposés nationalement)
• Collectivités locales et associations
• La mise en œuvre de la comptabilité M14 • Les polices municipales en question • La gestion des sols • Législation funéraire : le monopole en question • Les collectivités locales et l'Europe • Les interventions économiques des collectivités locales • Etc.

Contactez-nous !

TARIFS Tarif TTC par élu et par jour de formation
800F communes de moins de 5 000 habitants
1 200F communes de 5 000 à 20 000 habitants
1 500F communes de 20 000 à 100 000 habitants
2 000F communes de plus de 100 000 habitants
2 000F conseillers généraux et conseillers régionaux

En cas d'annulation de la participation au stage moins de 10 jours avant la date de celui-ci, la somme reste due.

Bulletin d'inscription

(à retourner obligatoirement avec un bon de commande)
Centre Condorcet 5 bis, rue de Rochechouart 75 009 Paris
Tèl. : 42 85 54 30 - Fax : 42 85 54 31

Intitulé du stage.....Date.....

LA COLLECTIVITÉ

Collectivité.....
Adresse.....
C.P. .....Téléphone : .....
Adhérente à Condorcet : ❑ oui ❑ non
❑ 500F ❑ 1 200F ❑ 1 500F ❑ 2 000F

LE STAGIAIRE

Nom-Prénom.....
Mandat électif.....
Adresse.....
C.P. .....Ville.....
Mode de paiement
❑ Chèque bancaire ou postal (à joindre au bulletin d'inscription)
❑ Règlement après le stage, à réception de la facture (cachet de la collectivité)

cachet

"Lionel Jospin met le turbo"

Plusieurs journaux reprennent cette expression pour souligner que le candidat socialiste est entré dans une nouvelle phase de sa campagne. La journée du vendredi 17 dans le Pas-de-Calais a été pleinement réussie car elle a permis des rencontres directes avec des militants, des sympathisants, des citoyens venus eux-mêmes au contact du candidat. Le tout a donné d'excellentes images télévisées qui sont pourtant encore loin de rétablir l'équilibre, cher au CSA, avec Chirac et Balladur.

Le problème était précisément jusqu'à maintenant de briser ce mur complaisamment entretenu par les médias apparemment fascinés par l'idée d'un affrontement au deuxième tour entre les deux candidats de droite. Rares étant les commentateurs qui relèvent qu'il ne s'agit pas entre eux d'un débat de fond mais bien plus d'une querelle d'ambitions entre deux hommes qui ont gouverné ensemble, qui ont défendu ou soutenu la même politique, qui ne représentent en fin de compte que deux versions différentes du même conservatisme : les paroles changent mais la musique est la même. L'effondrement de Balladur dans les sondages et l'accélération de la campagne de Lionel Jospin ont commencé à changer les choses depuis le week-end dernier. La réunion des secrétaires de section samedi à la Mutualité, le discours dynamique et argumenté que Lionel Jospin a tenu devant eux en même temps que l'intervention combative d'Henri Emmanuelli ont sonné la mobilisation de celles et ceux qui représentent le Parti socialiste sur le terrain et qui sont repartis, argumentaires en main, avec la volonté de s'engager à fond dans la campagne.

La prestation réussie de Martine Aubry dimanche à 7/7, la présentation, lundi, du Comité de soutien présidé par Jacques Delors en présence de plusieurs centaines de personnalités prestigieuses des arts, des lettres, de la science, du sport, etc, qui ont voulu témoigner de leur fidélité à la gauche, le premier grand meeting de Lionel Jospin mardi soir à Rennes, après quelques heures passées à La Rochelle, ont fourni de nouvelles images dynamiques qui doivent contribuer à convaincre les Français que le vrai débat ne se situe pas entre les deux ex-amis de trente ans devenus adversaires mais entre eux deux d'un côté, et de l'autre, le candidat socialiste porteur des valeurs de progrès.

Claude Estier



NOUS NE SOMMES PAS TOUS DES CHIRACO-MARXISTES

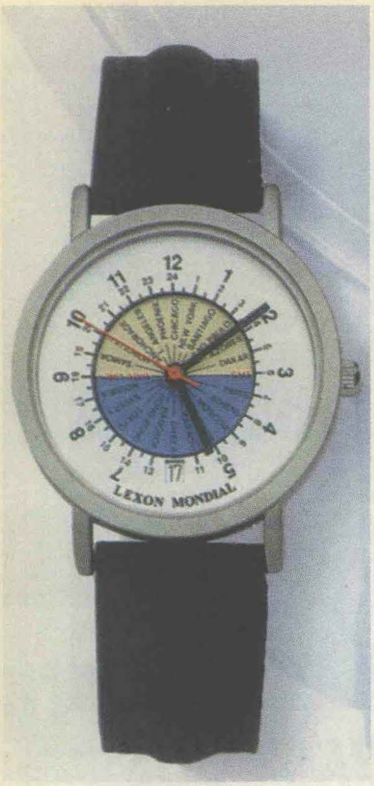
Il y avait foule l'autre jour à la maison de l'Amérique Latine. Mais pourquoi Jean Benguigui, Bernard Henri-Lévy, Pierre Arpaillange, Catherine Tasca, Daniel Mayer, Jean-Marcel Jeanneney, Basile Boli, Régine Desforges, Edmonde Charles-Roux, Michel Piccoli, Claude Allègre et Jean-Marc Thibault s'étaient-ils donné le mot avec 400 scientifiques, écrivains et artistes pour se réunir au beau milieu de l'après midi ?

La raison était simple, la cause était juste. Ils étaient venus apporter leur soutien à Lionel Jospin, lui marquer la liaison indéfectible qui existe depuis toujours entre la gauche et le monde des arts, des sciences, des lettres, entre les socialistes et ceux qui créent, qui écrivent ou qui pensent. Comment pourrait-il en être autrement ?
L'impossibilité permanente de la droite, aggripée au pouvoir et à l'avoir, à incarner le savoir, n'est-elle pas patente depuis que Jacques et Lise Toubon ont été nommés ministres conjoints des beaux-arts et des belles-lettres !

Bien sûr, au milieu des caméras, quelques visages se détachaient de manière plus singulière et c'est bien évidemment vers Jacques Delors, président de cette assemblée de la connaissance et de l'imagination, comme n'aurait pas manqué de le dire Jack Lang, que convergeaient tous les regards. L'ancien président de la Commission européenne, sans regrets, venait mettre son immense notoriété au service du candidat des socialistes en saluant son éthique, son honnêteté et sa moralité d'homme à la fois jeune et expérimenté. Mais c'est à Pierre Arditi, gavroche sérieux comme un pape en raillant tous les ralliés des Bouffes du Nord, que revenait la palme de l'humour. Ne voyant ni la haute silhouette de Johnny Hallyday, ni celle tout aussi élégante de Line Renaud se détacher sur le vélum vert frappé du désormais bien connu "avec Lionel Jospin, c'est clair", l'acteur fétiche d'Alain Resnais se félicitait de ne pas être en aussi mauvaise compagnie et de constater que "l'ensemble de la profession n'avait pas rejoint le chiraco-marxisme".

LA BOUTIQUE DE

La boutique de Vendredi, c'est une sélection de produits hors du commun aux meilleurs prix envoyés dans les meilleures conditions.

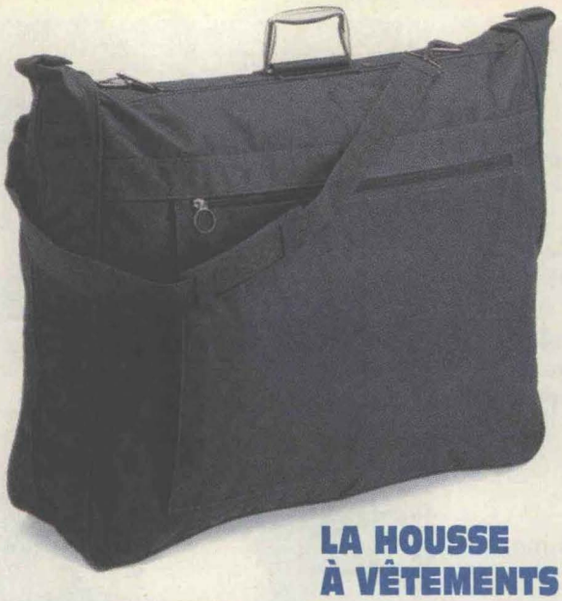


LA MONTRE MONDIALE QUARTZ

Pour faire le tour du monde en 1 minute !
Qui sait, si demain vous n'en aurez pas besoin.
La montre Mondiale quartz est très originale. Avec elle, regarder l'heure devient un jeu.
En plus son prix est raisonnable pour une qualité irréprochable.

- mouvement à quartz
- date du jour
- boîtier en acier brossé

Prix 325 F TTC



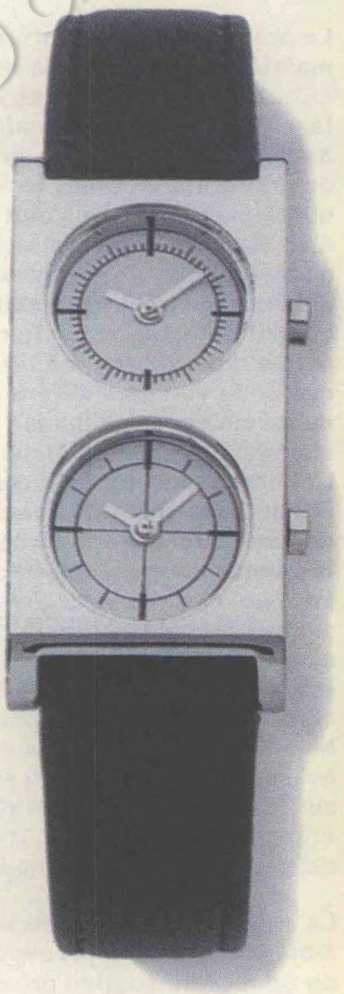


LA HOUSSE À VÊTEMENTS

Des vêtements toujours impeccables !
Pour éviter le rangement d'une valise classique qui froisse vos habits, nous avons choisi cette housse à vêtements en nylon très résistant.
Vous y rangerez sans les plier vos robes, pantalons, chemises... Une fois refermée, vous la porterez comme une simple valise.
(dimensions :58 x 49 x 12cm)

- Poignée en métal chromée
- Nylon traité gris anthracite

Prix 355 F TTC

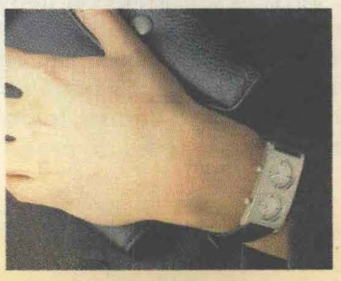




LA MONTRE JET LINE

Deux montres en une au design raffiné. Grâce à elle vous pourrez choisir de vivre à l'heure de Paris et de New-York. Avec elle, vous serez de tous les voyages...

Prix 499 F TTC





Le coffret Art déco

Pour vous, vos amis ou vos proches, offrez ce superbe coffret «Art déco» contenant une eau de toilette 125 ml, un lait pour le corps 250 ml et un bain moussant 250 ml, en flacons de verre illustrés d'imageries Art Déco.
Choisissez parmi les deux senteurs :

- Océane pour femme (coffret bleu) : **249 F TTC**
- Vétyver pour homme (coffret noir) : **249 F TTC**

Collection Jean-Jacques

Vendredi



LA RADIO TUCKY

Pour les nostalgiques des années 50 et du métal chromé, cette radio est aussi belle à regarder qu'à écouter.

Sa carrosserie étincelante vous offrira tout en finesse la puissance musicale d'une grosse cylindrée.
Existe en 2 modèles :

■ Gros modèle rouge métalisé 24 x 14 x 13,5 cm
Am/Fm affichage lumineux des fréquences.

Prix 325 F TTC

■ Petit modèle Baby Tucky radio Fm 14 x 8,1 x 6,5 cm
finition chromée.

Prix 199 F TTC



LE DATA BANK

Un classique indétournable de qualité américaine. Il est la mémoire synthétique et rapide de vos numéros de téléphone et des noms. Il tient les comptes et grâce à son étui très pratique, il gardera précieusement votre carte de crédit.(dimensions 9 x 6 x 1 cm)

prix 179 F TTC



LE TEE-SHIRT "TOUJOURS PLUS SÛR"

Si vos convictions vous collent à la peau, vous serez parfaitement à l'aise dans ce Tee-shirt à porter en toutes circonstances :

Le Tee-shirt «TPS» **89 F TTC**

Les 2 Tee-shirts «TPS» **175 F TTC**

Offre exceptionnelle : Pour l'achat de 2 Tee-shirts le 3e offert.

3 BONNES RAISONS DE NOUS FAIRE CONFIANCE

LIVRAISON RAPIDE :
votre commande est traitée le jour même de sa réception, vous la recevrez 8 jours après, dans la plupart des cas. Dans la limite des stocks disponibles.

SATISFAIT OU REMBOURSÉ :
Si pour quelque raison que ce soit l'article ne répondait pas à votre attente, nous vous prions de bien vouloir nous le retourner dans son emballage d'origine dans les 15 jours qui suivent sa réception.
Vous serez remboursé en totalité, nous en prenons l'engagement formel.

QUALITÉ GARANTIE :
C'est le premier critère que Vendredi prend en compte lors de sa sélection. Tous nos articles sont garantis au minimum 6 mois et bénéficient de la garantie de notre Service Après Vente.

Bon de commande prioritaire

à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :
La Boutique de **Vendredi 10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07**

Désignation des articles	Qtés		Prix unitaire			Prix total			
Exemple : TEE-SHIRT "TPS"	0	2	1	7	5 F	1	7	5 F	
Participation aux frais d'emballage et d'expédition						28F50			
Total F TTC									

Mode de règlement choisi
(merci d'écrire en lettre "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal ci-joint (chèque à l'ordre de CYBELLE)

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE COMPLÈTE (indispensable pour livraison)

VILLE

code postal **tél :** (facultatif)

Important : une facture acquittée sera jointe à votre colis LBDV03

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et rectifica-

TOUS SUR LE PONT !

Réunions publiques de Henri Emmanuelli

mercredi 22 mars	Ile-de-France (75)	Paris XVe
jeudi 23 mars	Picardie (60)	Beauvais
vendredi 24 mars	Normandie (76)	Elbeuf Routot
samedi 25 mars	Aquitaine (40)	Dax
lundi 27 mars	Alsace Franche-Comté (90)	Belfort
mardi 28 mars	Champagne Ardenne (08)	Charleville
jeudi 30 mars	Poitou Charentes (16)	Angoulême
vendredi 31 mars	Limousin (19)	Brive Tulle
Samedi 1er avril	Auvergne (15)	Aurillac
Mardi 4 avril	Bourgogne (21)	Dijon
Jeudi 6 avril	Nord-Pas-de-Calais (59)	Valenciennes
vendredi 7 avril	Aquitaine (64)	Biarritz-Pau
dimanche 9 avril	Languedoc-Roussillon (11)	Carcassonne
mardi 11 avril	Lorraine (57)	Metz
Mercredi 12 avril	Ile-de-France (93)	Seine-St-Denis
Jeudi 13 avri	Aquitaine (64)	Bordeaux
vendredi 14 avril	Paca (13)	Marseille
mardi 18 avril	Ile-de-France (95)	Pontoise
jeudi 20 avril	Midi Pyrénées (81)	Albi
mardi 25 avril	Bretagne (29)	Vannes-Brest
jeudi 27 avril	Rhône-Alpes (38)	Grenoble
vendredi 28 avril	Aquitaine (40)	Mont-de-Marsan
mercredi 3 mai	Ile-de-France (75)	
jeudi 4 mai	Nord-Pas-de-Calais (59)	

23 MARS

G. PAU LANGEVIN	Rhône (69)
S. ROYAL	Cosne (58)
L. JOSPIN	Bouches-du-Rhône

24 MARS

M. VALLS	Condom (32)
C. ESTIER	Nontron (24)
J. GLAVANY	Confolens (16)
M.N. LIENEMANN	Grigny (91)
P. QUILES	Puylaurens (Tarn)

25 MARS

A. GHAYET	Toulon (83)
M.N. LIENEMANN	Port la Nouvelle (11)
L. JOSPIN	Saint-Etienne (42)
J.L. MELENCHON	Dieppe (76)

27 MARS

J. L. COTTIGNY	Vierzon (18)
M.N. LIENEMANN	Villeneuve d'Ornon (33)
P. MOSCOVICI	Roanne (42)
J.L. MELENCHON	Reims (51)
J.M. LE GUEN	Bourg-en-Bresse (01)

28 MARS

J. LEGARREC	Bourges (18)
P. MOSCOVICI	Nevers (58)
G. FUCHS	Montereau (77)
M.N. LIENEMANN	Vallon-Pont-d'Arc (07)
I. THOMAS	Fac de Caen (14)
P. QUILES	Evreux (27)

29 MARS

J. POPEREN	Bergerac (24)
P. MOSCOVICI	Indre-et-Loire (37)
P. MAUROY	Aulnay (93)

30 MARS

E. GUIGOU	Nice (06)
D. STRAUSS-KHAN	Marseille (13)
J. POPEREN	Limoux (11)
L. JOSPIN	Belfort (90)
J.L. COTTIGNY	Montluçon (03)

31 MARS

E. GUIGOU	Narbonne (11)
M. AUBRY	Besançon (25)
C. ESTIER	Vernouillet (28)
M. VALLS	Gard (30)
J.C. CAMBADELIS	Rilleux (69)
D. VAILLANT	Avallon (89)
J. GLAVANY	Plaisance (32)
C. BARTOLONE	Longon (33)
C. FLEUTIAUX	Pouilly-s/Loire (58)
P. QUILES	Bagnères (65)
M. DELEBARRE	Cassel (59)

1ER AVRIL

C. BARTOLONE	Rodez (12)
J.L. MELENCHON	Clichy (92)
D. VAILLANT	Nevers (58)
J. GLAVANY	Bassin d'Arcachon (33)

2 AVRIL

D. STAUSS KHAN	Cournon (63)

3 AVRIL

H. WEBER	Montereau (77)
J.L. MELENCHON	Moulins (03)
G. FUCHS	Guéret (23)
D. STRAUSS-KHAN	Bordeaux (33)
M. MALVY	Soissons (03)
J.L. COTTIGNY	Ariège (09)

4 AVRIL

A. CLAEYS	Sud Charente (16)
C. BARTOLONE	Saint-Amand (18)
E. GUIGOU	Mulhouse (68)
S. ROYAL	Toulon (83)
P. MAUROY	Colombes (92)
L. JOSPIN	Nantes (44)
M. VALLS	Périgueux (24)
J. GLAVANY	Cazouls-lès-Béziers (34)
M. MALVY	Longjumeau (91)

5 AVRIL

P. MOSCOVICI	Orthez (64)
L. JOSPIN	Valence (26)
M. DEBOUT	Versailles (78)
P. QUILES	Meaux (77)

6 AVRIL

M.N. LIENEMANN	Lons-le-Saulnier-39
S. ROYAL	Lot (46)
J.L. COTTIGNY	Chaumont (52)
J.L. MELENCHON	Château-Chinon (58)
M. AUBRY	Strasbourg (67)
J. LE GARREC	Montreuil (93)
G. FUCHS	La Voulte (07)

7 AVRIL

C. ESTIER	Blanc-Mesnil (93)
M. AUBRY	Créteil (94)
J.P. BEQUET	Montsoult (95)
C. EVIN	Niort (79)
M. DEBOUT	Lormont (33)
A. LAIGNEL	La Chatre (36)
M.N. LIENEMANN	Merville (59)
M. DELEBARRE	Amiens (80)
P. QUILES	Cardon Blanc (33)

8 AVRIL

M.N. LIENEMANN	Le Puy (43)
J.L. MELENCHON	Leers (59)
M. DEBOUT	Toulouse (31)
D. STRAUSS-KHAN	Villeurbanne (69)
L. JOSPIN	Limoges (87)
J.L. COTTIGNY	Pont-du-Château (63)

10 AVRIL

J. GLAVANY	Sarlat (24)
M. AUBRY	Douai (62)
L. JOSPIN	Pau Orthez (64)
A. LAIGNEL	Chabris (36)
L. JOSPIN	Landes (40)
J.L. MELENCHON	Guéret (23)
J.L. COTTIGNY	Fondettes (37)
M.N. LIENEMANN	Vendôme (41)
M. MALVY	Allier

11 AVRIL

G. FUCHS	Ruffec (16)
J. GLAVANY	Troyes (10)
P. MAUROY	Sens (89)
M.N. LIENEMANN	Viry-Châtillon (91)
P. MOSCOVICI	Dôle (39)
J.L. COTTIGNY	Le Puy (43)
J. LE GARREC	Cherbourg (50)
L. FABIUS	Caudry (59)
L. JOSPIN	Sarcelles (95)
P. QUILES	Poitiers (86)
J. LANG	Pantin (93)

12 AVRIL

M. DELEBARRE	Clermont-Ferrand (63)
M.N. LIENEMANN	Strasbourg (67)
P. MAUROY	Montbéliard (25)
J. GLAVANY	Levallois (92)
N. MAMERE	Montluçon (03)
L. FABIUS	Nice (06)
C. EVIN	Aubervilliers (93)

MEETINGS NATIONAUX DE LIONEL JOSPIN

29 mars	Nancy (54)
6 avril	Montpellier (34)
9 avril	Rassemblement des élus à Vincennes
13 avril	Bordeaux (33)
18 avril	Lyon (69)
20 avril	Lille (59)

Archives de la Fondation Jean Jaurès